

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

*Paix – Travail – Patrie*

-----  
MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE  
ET DES AFFAIRES FONCIERES  
-----

REPUBLIC OF CAMEROON

*Peace – Work – Fatherland*

-----  
MINISTRY OF STATE PROPERTY, SURVEYS  
AND LAND TENURE  
-----

## APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 000011-- /AONO/MINDCAF/CIPM/2020 DU 10 AOÛT 2020 2020

Pour les travaux de construction des murs démolis de certaines résidences ministérielles (MINDHU-MINTRANSPORT) en procédure d'urgence.

**Financement** : Budget du MINEPAT, Exercice 2020

Ligne d'imputation budgétaire : 54 94 709 07 110000 2202

## DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

## **SOMMAIRE**

PIECE N°1: AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO)

PIECE N°2 : REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES (RGAO)

PIECE N°3 : REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES (RPAO)

PIÈCE N°4 : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
(CCAP)

PIECE N°5 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

PIECE N°6: CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

PIECE N°9 : MODELE DE MARCHE

PIECE N°10 : FORMULAIRES ET MODELES A UTILISER

PIECE N°11 : LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET

ORGANISMES FINANCIERS AUTORISES A EMETTRE DES CAUTIONS

ANNEXE : GRILLE DE NOTATION

## **PIECE N°1: AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO)**

Pour les travaux de construction des murs démolis de certaines résidences ministérielles (MINDHU-MINTRANSPORT) en procédure d'urgence.

**Financement** : Budget MINEPAT, Exercice 2020  
**Ligne d'imputation budgétaire** : 54 94 709 07 110000 2202

**1. Objet**

Dans le cadre de la protection et du développement du patrimoine de l'Etat, le Ministre des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières lance un Appel d'Offres National Ouvert pour les **travaux de construction des murs démolis de certaines résidences ministérielles (MINHDU-MINT) en procédure d'urgence.**

**2. Participation et origine**

La participation au présent Appel d'Offres National est ouverte à toutes les entreprises installées au Cameroun, spécialisées dans le domaine des travaux publics et jouissant de capacités juridiques, financières et techniques suffisantes.

**3. Financement : BIP 2020 MINEPAT**

**4. Coût prévisionnel en FCFA les travaux sont subdivisés en deux (02) lots :**

**Lot 1 : mur mitoyen MINHDU-MINT** : dix millions deux cent quatre-vingt-dix-sept six cent vingt-cinq (10 297 625) TTC;

**Lot 2 : mur mitoyen MINHDU-MINCOMMERCE** : neuf millions cent trois mille cinq cent soixante-dix (9 103 570) TTC.

**5. Consistance des travaux pour chaque lot**

Les travaux comprennent globalement :

<b>TRAVAUX PRELIMINAIRES</b> <ul style="list-style-type: none"><li>-Installation de chantier amené et repli de matériel</li><li>-Amené et repli du personnel et du matériel</li><li>-démolition de la clôture effondrée et dépôt des gravas hors de l'emprise du projet</li></ul>
<b>TRAVAUX DE TERRASSEMENT</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Fouilles en rigoles pour mur</li><li>- Fouilles en puits sous semelles isolées</li><li>- remblais</li></ul>
<b>TRAVAUX DE FONDATIONS</b> <ul style="list-style-type: none"><li>-béton de propreté dosé</li><li>- béton armé dosé</li><li>- maçonnerie d'agglomérés</li></ul>
<b>TRAVAUX DE MACONNERIE ET ELEVATION</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- maçonnerie d'agglomérée</li><li>- béton armé dosé</li><li>-Enduit sur murs</li></ul>
<b>TRAVAUX DE PEINTURE</b> <ul style="list-style-type: none"><li>-fourniture et application de peinture sur murs de clôture en deux faces.</li></ul>

**6. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres**

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales, Sous-direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance, Service des Marchés Publics du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières sis à l'Immeuble Ministériel N°2, porte 102, dès publication du présent avis.

## **7. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres**

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu au Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières, dès publication du présent avis, sur présentation de l'original de la quittance de versement d'une somme non remboursable de **cinquante mille (50 000) francs CFA** payable au Trésor Public.

## **8. Remise des offres**

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et (06) copies marquées comme tels, devra parvenir au Service des Marchés Publics du MINDCAF, au plus tard le ~~03 SEPT 2020~~, à 15 heures, heure locale et devra porter la mention :

« **APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° ~~000011-1~~ /AONO/MINDCAF/CIPM/2020**  
**DU ~~10 AOÛT 2020~~ Pour les travaux de construction des murs démolis de certaines résidences**  
**ministérielles (MINDHU-MINTRANSPORT) en procédure d'urgence»**

## **9. Recevabilité des offres**

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie et authentifiée par une banque ou un organisme financier agréés par le Ministère des Finances et dont la liste figure dans la pièce 11 du DAO, valable pendant trente (30) jours après la date limite de dépôt des offres, d'un montant de **deux cent cinq mille neuf cent cinquante francs (205 950) FCFA** pour le lot 1 et **cent quatre-vingt-deux mille soixante-dix francs ( 182 070) FCFA** pour le lot 2.

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres ou être valide pour l'exercice budgétaire en cours.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable, notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque ou un organisme financier agréés par le Ministre des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet de l'offre.

## **10. Ouverture des plis**

L'ouverture des plis se fera en un temps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres technique et financière aura lieu le ~~03 SEPT 2020~~ à 16 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du MINDCAF, dans la salle des conférences du MINDCAF à la porte N°235, sise au 2<sup>ème</sup> étage de l'Immeuble Ministériel N°2.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

## **11. Délais d'exécution**

Le délai maximum d'exécution prévu par le Ministre des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières pour la réalisation des travaux est de **trois (03) mois** à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux.

## **12. Critères d'évaluation**

### **12.1. Critères éliminatoires**

- pièces falsifiées ou fausses déclarations ;
- absence de la caution de soumission ;
- absence ou non-conformité d'une pièce administrative après épuisement du délai réglementaire de 48 heures après l'ouverture des offres ;
- absence de la déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de marché au cours des trois (03) dernières années (2017, 2018, 2019) et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes ;
- note technique inférieure à 75% des oui;
- absence dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié.

### **12.2. Critères essentiels**

- Les critères essentiels renseignent sur la qualification technique des candidats.
- Les offres techniques seront évaluées en fonction des critères essentiels ci-après :

N°	Critères	Sous critères
I	La capacité financière du soumissionnaire	02
II	Les références de l'entreprise	02
III	Le personnel d'encadrement	10
IV	Matériel technique essentiel	03
V	Méthodologie et planning	03

### **13. Mode d'attribution**

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.

Un soumissionnaire peut être attributaire de plusieurs lots à condition de présenter des équipes de travail différentes et le matériel technique y afférent.

### **14. Durée de validité des offres**

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

### **15. Renseignements complémentaires**

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales, Sous-direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance, Service des Marchés Publics du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières sis à l'Immeuble Ministériel N°2, porte N°102, dès publication du présent avis.

**NB : « Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un sms au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48 ».**

Yaoundé, le **10 AOUT 2020**

**LE MINISTRE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET  
DES AFFAIRES FONCIERES**

### **Ampliations:**

- MINMAP (pour suivi)
- ARMP (pour publication et archivage)
- CIPM/MINDCAF
- Affichage (pour information)
- Service des Marchés Publics (pour archivage)
- SOPECAM (pour publication)

N° 000011 - **Open National Invitation to Tender** 10 ~~05~~ 2020  
 - /ONIT/MINDCAF/CIPM/2020 of ~~10~~ 2020

For the construction work on the demolished walls of certain ministerial residences (MINDHU-MINT) in emergency procedure.

**Funding:** MINEPAT 2020 Budget  
**Budgetary line N°:** 54 94 706 07 110000 2220

# **1. PURPOSE**

For the construction work on the demolished walls of certain ministerial residences (MINDHU-MINTRANSPORT) in emergency procedure.

# **2. PARTICIPATION AND ORIGIN**

Participation in this National Call for Tenders is open to all companies located in Cameroon specialized in the field of public works, enjoying sufficient legal, financial and technical capabilities.

# **3. FUNDING BIP MINEPAT 2020**

## **4. Estimated cost in FCFA :** the works are subdivided into two (02) lots:

Lot 1 party wall MINH DU-MINT: ten million two hundred and ninety-seven six hundred and twenty-five (10,297,625) ATi;

Lot 2 party wall MINH DU-MINCOMMERCE: nine million one hundred and three thousand five hundred and seventy (9,103,570) ATi.

# **5. CONSISTENCY OF WORK FOR EACH LOT**

The works generally include

<b>PRELIMINARY WORKS</b> -Installation of site brought and withdrawal of equipment -Take in and out of staff and equipment -demolition of the collapsed fence and deposit of rubble outside the project area
<b>EARTHWORKS</b> - Wall channel excavations - Excavations in wells under insulated soles - embankments
<b>FOUNDATION WORKS</b> - metered cleanliness concrete - proportioned reinforced concrete - chipboard masonry
<b>MASONRY AND ELEVATION WORKS</b> - chipboard masonry - proportioned reinforced concrete - Coated on walls
<b>PAINT WORK</b> - supply and application of paint on two-sided fence walls.

# **6. CONSULTATION OF THE TENDER FILE**

The tender file may be consulted during working hours at the Department of General Affairs, Sub-Department of Budget, Equipment and Maintenance, Contracts Service located at Ministerial building No. 2, room 102, as soon as this notice is published.

# **7. ACQUISITION OF TENDER FILE**

The tender file can be obtained at MINDCAF, as from the publication of this notice, upon payment and presentation of receipt from the Public Treasury a non-refundable sum of CFAF 50,000 (fifteen thousand francs).

#### **8. SUBMISSION OF BIDS**

Each bid shall be drafted in English or French in seven (07) copies including one (01) original and six (06) copies labelled as such shall be submitted to the Contracts Service of MINDCAF, not later than -----  
~~03 SEP 2020~~ at 3 p.m, bearing the following words:

«OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER N° ~~000011~~ /ONIT/MINDCAF/CIPM/2020  
OF ~~10 AUG 2020~~ For the construction work on the demolished walls of certain ministerial residences (MINDHU-MINTRANSPORT) in emergency procedure.

#### **9. ADMISSIBILITY OF BIDS**

Each tenderer must enclose with his administrative documents, a bid bond established and authenticated by a bank or a financial organization approved by the Ministry of Finance and the list of which appears in Exhibit 11 of the DAO, valid for one hundred and thirty (30) days after the deadline for submission of tenders, in the amount of two hundred and five thousand nine hundred and fifty francs (205,950) FCFA for lot 1 and one hundred and eighty-two thousand and seventy francs (182,070) FCFA for lot 2.

Under pain of being rejected, the other required administrative documents must be originals or certified true copies, signed by the issuing department or administrative authorities (Senior Divisional Officer, Divisional officer, ...), in compliance with the special rules and regulations governing invitations to tender. They must not be more than three (03) months as to the date of tender or must have been issued after the date of signature of the tender notice, or must be valid for the running budgetary exercise.

Any bid not complying with the prescription of this notice and the invitation to tender shall be declared inadmissible. Particularly bids not including the bid bond issued by a first ranked banks approved by the Minister of Finance, or those that do not comply with document models, shall be rejected.

#### **10. OPENING OF BIDS**

The bids shall be opened in one phase.

The administrative, technical and financial bids shall be opened on the ~~-----~~ <sup>3 SEP 2020</sup> 2020, at 4 p.m prompt by MINDCAF Tenders Board in the Conference Room, room 235, and 2<sup>nd</sup> floor of the Ministerial building No. 2, in the presence of the bidders or their duly designated representatives mastering their file.

#### **11. DEADLINE**

The deadline set by the Ministry of State Property, Surveys and Land Tenure for the execution of these works is three (03) months.

#### **12. EVALUATION CRITERIA**

##### **11.1. ELIMINATORY CRITERIA**

- Falsified documents or false statements;
- Absence of bid bond;
- absence or non-compliance of an administrative document after exhausting the regulatory deadline of 48 hours after the opening of tenders;
- absence of the declaration on honor by which the tenderer certifies that he has not abandoned a market in the past three (03) years(2017, 2018, 2019), and that he is not on the list of failing companies;
- technical score below 75% of "yes";
- Absence in the financial bid of a quantified unit price.

##### **11.2. ESSENTIAL CRITERIA**

The essential criteria related to the technical qualifications of the bidders.

Technical offers will be evaluated according to the following essential criteria:

N°	CRITERIA	SUB-CRITERIA
I-	Financial capability of the bidder	02



II-	Bidder's references	02
III-	Supervisory staff	10
IV-	essential technical equipment	03
V	methodology and planning	03

Bids which have not satisfied at least 80% of the yeses of the essential criteria required for the technical analysis will be deemed unqualified for the financial analysis.

### **13. Allocation method**

The Contracting Authority shall award the Contract to the tenderer whose tender has been found to be substantially in conformity with the tender file and which has the technical and financial capacity to perform the Contract satisfactorily and whose offer has been rated the lowest, including, where appropriate, the discounts offered.

### **14. VALIDITY OF BIDS**

Bidders stay committed to their bid for a period of ninety (90) days from the deadline set for the submission of bids.

### **15. ADDITIONAL INFORMATION**

Further general information may be obtained during working hours from the Department of General Affairs, Sub-Department of Budget, Equipment and Maintenance, Contract Services of Ministry of State property Surveys and Land Tenure located at ministerial building No. 2, room 102, as soon as this notice is published.

**N.B:** "For any act of corruption, to be as kind as to call or send sms to the MINMAP with the following numbers: 673 20 57 25 / 699 37 07 48".

*Yaounde, the 10 AUG 2020----- 2020*

**THE MINISTER OF STATE PROPERTY,  
SURVEYS AND LAND TENURE**

### **Copies to:**

- MINMAP (for follow)
- ARMP (for publication and archiving)
- CIPM / MINDCAF
- Display (for information)
- MINDCAF / publics contracts service (archiving)
- SOPECAM (for publication)

**PIECE N°2 : REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES (RGAO)**

## SOMMAIRE

### **A. Généralités**

Article 1: Portée de la soumission

Article 2: Financement

Article 3: Fraude et corruption

Article 4: Candidats admis à concourir

Article 5: Matériaux, matériels, fournitures, équipements et services autorisés

Article 6: Qualification du Soumissionnaire

### **B. Dossier d'Appel d'Offres**

Article 7: Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

Article 8: Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours

Article 9: Modification du Dossier d'Appel d'Offres

### **C. Préparation des offres**

Article 10: Frais de soumission

Article 11: Langue de l'offre

Article 12: Documents constituant l'offre

Article 13: Montant de l'offre

Article 14: Monnaies de soumission et de règlement

Article 15: Validité des offres

Article 16: Caution de soumission

Article 17: Propositions variantes des soumissionnaires

Article 18: Réunion préparatoire à l'établissement des offres

Article 19: Forme et signature de l'offre

### **D. Dépôt des offres**

Article 20: Cachetage et marquage des offres

Article 21: Date et heure limites de dépôt des offres

Article 22: Offres hors délai

Article 23: Modification, substitution et retrait des offres

### **E. Ouverture des plis et évaluation des offres**

Article 24: Ouverture des plis et recours

Article 25: Caractère confidentiel de la procédure

Article 26: Eclaircissements sur les offres et contacts avec le Maître d'Ouvrage

Article 27: Détermination de la conformité des offres

Article 28: Qualification du soumissionnaire

Article 29: Correction des erreurs

Article 30: Conversion en une seule monnaie

Article 31: Evaluation et comparaison des offres au plan financier

Article 32: Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux

### **F. Attribution du Marché**

Article 33: Attribution

Article 34 : Droit du Maître d'Ouvrage de déclarer un Appel d'Offres infructueux ou d'annuler une procédure

Article 35: Notification de l'attribution du marché

Article 36: Publication des résultats d'attribution du marché et recours

Article 37: Signature du marché

Article 38: Cautionnement définitif

# **Règlement Général de l'Appel d'Offres**

## **A. Généralités**

### **Article 1 : Portée de la soumission**

1.1. L'Autorité Contractante, définie dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO), lance un Appel d'Offres pour la construction et/ou l'achèvement des Travaux décrits dans le Dossier d'Appel d'Offres et brièvement définis dans le RPAO.

Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'appel d'offres figurent dans le RPAO.

Il y est fait ci-après référence sous le terme "les Travaux".

1.2. Le Soumissionnaire retenu, ou attributaire, doit achever les Travaux dans le délai indiqué dans le RPAO, et qui court sauf stipulation contraire du CCAP, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux ou dans celle fixée dans ledit ordre de service.

1.3. Dans le présent Dossier d'Appel d'Offres, le terme "jour" désigne un jour calendaire.

### **Article 2 : Financement**

La source de financement des travaux objet du présent appel d'offres est précisée dans le RPAO.

### **Article 3 : Fraude et corruption**

3.1. Les soumissionnaires et les entrepreneurs, sont tenus au respect des règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution des marchés.

En vertu de ce principe :

a. Les définitions ci-après sont admises:

- i. Est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché,
- ii. Se livre à des "manœuvres frauduleuses" quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;
- iii. Sont considérées comme des "Pratiques collusoires", toutes formes d'ententes entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que l'Autorité Contractante en ait connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;
- iv. "Pratiques coercitives" désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché.

b. Toute proposition d'attribution est rejetée, s'il est prouvé que l'attributaire proposé est directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires ou coercitives pour l'attribution de ce marché.

3.2. Le Ministre Délégué à la Présidence chargé des Marchés Publics, peut à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de soumissionner pendant une période n'excédant pas deux (2) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire reconnu coupable de trafic d'influence, de conflits d'intérêts, de délit d'initiés, de fraude, de corruption ou de production de documents non authentiques dans la soumission, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

#### **Article 4 : Candidats admis à concourir**

4.1. Si l'appel d'offres est restreint, la consultation s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de pré-qualification.

4.2. En règle générale, l'appel d'offres s'adresse à tous les entrepreneurs, sous réserve des dispositions ci-après :

a. Un soumissionnaire(y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) doit être d'un pays éligible, conformément à la convention de financement ;

b. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt. Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt s'il :

i. Est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d'offres ; ou

ii. Présente plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres, à l'exception des offres variantes autorisées selon l'article 18, le cas échéant ; cependant, ceci ne fait pas obstacle à la participation de sous-traitants dans plus d'une offre.

c. Le soumissionnaire ne doit pas être sous le coup d'une décision d'exclusion.

d. Une entreprise publique camerounaise peut participer à la consultation si elle démontre qu'elle est (i) juridiquement et financièrement autonome, (ii) administrée selon les règles du droit commercial et (iii) n'est pas sous l'autorité directe de l'Autorité Contractante ou du Maître d'Ouvrage.

#### **Article 5 : Matériaux, matériels, fournitures, équipements et services autorisés**

5.1. Les matériaux, les matériels de l'Entrepreneur, les fournitures, équipements et services devant être fournis dans le cadre du Marché doivent provenir de pays répondant aux critères de provenance définis dans le RPAO, et toutes les dépenses effectuées au titre du Marché sont limitées auxdits matériaux, matériels, fournitures, équipements et services.

5.2. En vertu de l'article 5.1 ci-dessus, le terme "provenir" désigne le lieu où les biens sont extraits, cultivés, produits ou fabriqués et d'où proviennent les services.

#### **Article 6 : Qualification du Soumissionnaire**

6.1. Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre :

a. Soumettre un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le Soumissionnaire;

b. Fournir toutes les informations (compléter ou mettre à jour les informations jointes à leur demande de pré-qualification qui ont pu changer, au cas où les candidats ont fait l'objet d'une pré-qualification) demandées aux soumissionnaires, dans le RPAO, afin d'établir leur qualification pour exécuter le marché.

Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant :

i. La production des bilans certifiés et chiffres d'affaires récents ;

ii. Accès à une ligne de crédit ou disposition d'autres ressources financières ;

iii. Les commandes acquises et les marchés attribués ;

iv. Les litiges en cours ;

v. La disponibilité du matériel indispensable.

6.2. Les soumissions présentées par deux ou plusieurs entrepreneurs groupés (cotraitance) doivent satisfaire aux conditions suivantes :

a. L'offre devra inclure pour chacune des entreprises, tous les renseignements énumérés à l'Article 6.1 ci-dessus. Le RPAO devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement ;

b. L'offre et le marché doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement ;

c. La nature du groupement (conjoint ou solidaire tel que requis dans le RPAO) doit être précisée et justifiée par la production d'une copie de l'accord de groupement en bonne et due forme ;

d. Le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l'ensemble des entreprises vis à vis du Maître d'Ouvrage et de l'Autorité Contractante pour l'exécution du marché ;

e. En cas de groupement solidaire, les cotraitants se répartissent les paiements qui sont effectués par le Maître d'Ouvrage dans un compte unique; en revanche, chaque entreprise est payée par le Maître d'Ouvrage dans son propre compte, lorsqu'il s'agit d'un groupement conjoint.

6.3. Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais d'exécution visés dans le RPAO.

6.4. Les soumissionnaires qui sollicitent le bénéfice d'une marge de préférence, doivent fournir tous les renseignements nécessaires pour prouver qu'ils satisfont aux critères d'éligibilité décrits à l'article 33 du RGAO.

### **A. *Dossier d'Appel d'Offres***

#### **Article 7: Contenu du Dossier d'Appel d'Offres**

7.1. Le Dossier d'Appel d'Offres décrit les travaux faisant l'objet du marché, fixe les procédures de consultation des Entrepreneurs et précise les conditions du marché. Outre le(s) additif(s) publié(s) conformément à l'article 10 du RGAO, il comprend les principaux documents énumérés ci-après:

- a. L'Avis d'Appel d'Offres (AAO) ;
- b. Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO) ;
- c. Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO);
- d. Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP);
- e. Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP);
- f. Le cadre du Bordereau des Prix unitaires;
- g. Le cadre du Détail quantitatif et estimatif;
- h. Le cadre du sous détail des prix
- i. Modèle de lettre de soumission;
- j. Modèle de caution de soumission;
- k. Modèle de cautionnement définitif;
- l. Modèle de caution d'avance de démarrage;

- m. Modèle de caution de retenue de garantie en remplacement de la retenue de garantie;
- n. Modèle de marché;
- o. La liste des banques et organismes financiers de 1er rang agréés par le ministre en charge des finances autorisés à émettre des cautions.

7.2. Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des règlements, formulaires, conditions et spécifications contenus dans le DAO. Il lui appartient de fournir tous les renseignements demandés et de préparer une offre conforme à tous égards audit dossier. Toute carence peut entraîner le rejet de son offre.

### **Article 8: Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours**

8.1. Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier d'Appel d'Offres peut en faire la demande au Maître d'Ouvrage par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou e-mail) à l'adresse du Maître d'Ouvrage indiquée dans le RPAO. Le Maître d'Ouvrage répondra par écrit à toute demande d'éclaircissement reçue au moins quatorze (14) jours pour les (AON) Vingt et un (21) jours pour les(AOI) avant la date limite de dépôt des offres.

Une copie de la réponse du Maître d'Ouvrage, indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres.

8.2. Entre la publication de l'Avis d'Appel d'Offres y compris la phase de pré-qualification des candidats et l'ouverture des plis, tout soumissionnaire qui s'estime lésé dans la procédure de passation des marchés publics peut introduire une requête auprès du Maître d'Ouvrage.

8.3. Le recours doit être adressé au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et au Président de la Commission.

Il doit parvenir au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué au plus tard quatorze (14) jours avant la date d'ouverture des offres.

8.4. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose de cinq (05) jours pour réagir. La copie de la réaction est transmise à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics;

### **Article 9: Modification du Dossier d'Appel d'Offres**

9.1. Le Maître d'Ouvrage peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissements formulée par un soumissionnaire, modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.

9.2. Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres conformément à l'Article 8.1 du RGAO et doit être communiqué par écrit ou signifié à tous les soumissionnaires qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Ces derniers accuseront réception de chacun des additifs au Maître d'Ouvrage par écrit.

9.3. Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour tenir compte de l'additif dans la préparation de leurs offres, le Maître d'Ouvrage pourra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de l'Article 22 du RGAO.

## ***B. Préparation des offres***

### **Article 10: Frais de soumission**

Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et le Maître d'Ouvrage n'est en aucun cas responsable de ces frais, ni tenu de les régler, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

### **Article 11: Langue de l'offre**

L'offre ainsi que toute correspondance et tout document, échangé entre le Soumissionnaire et le Maître d'Ouvrage seront rédigés en français ou en anglais. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en français ou en anglais ; auquel cas et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.

## **Article 12: Documents constituant l'offre**

12.1. L'offre présentée par le soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO, dûment remplis et regroupés en trois volumes:

### ***a. Volume 1: Dossier administratif***

Il comprend:

i. Tous les documents attestant que le soumissionnaire:

- A souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur;
- A acquitté les droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit;
- N'est pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite;
- N'est pas frappé de l'une des interdictions ou de déchéances prévues par la législation en vigueur.

ii. La caution de soumission établie conformément aux dispositions de l'article 17 du RGAO ;

iii. La confirmation écrite habilitant le signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 6.1 du RGAO;

### ***b. Volume 2: Offre technique***

#### ***b.1. La capacité financière du soumissionnaire***

Le RPAO précise la liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier les critères essentiels mentionnés à l'article 6.1 du RPAO.

#### ***b.2. les références de l'entreprise***

Le RPAO précise la liste des documents à produire pour justifier chaque référence.

#### ***b.3. Le personnel d'encadrement***

*Joindre les CV et tout autre document mentionné dans le RPAO*

#### ***b.4. le matériel technique essentiel***

*Le soumissionnaire doit joindre les factures des équipements ou tout autre document justifiant de la propriété du matériel proposé.*

#### ***b.5 la méthodologie et le planning des travaux***

*le soumissionnaire doit produire un plan de coordination de chantier, un planning conforme au délai proposé et les mesures d'hygiène et de sécurité du chantier.*

1. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP);
2. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

#### ***b.4. Commentaires (facultatifs)***

Un commentaire des choix techniques du projet et d'éventuelles propositions.

### ***c. Volume 3: Offre financière***

Le RPAO précise les éléments permettant de justifier le coût des travaux, à savoir:

1. La soumission proprement dite, en original rédigé selon le modèle joint, timbré au tarif en vigueur, signée et datée;
2. Le bordereau des prix unitaires dûment rempli;
3. Le détail estimatif dûment rempli;
4. Le sous-détail des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires.

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres, sous réserve des dispositions de l'Article 17.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de caution de soumission.



- 13.2. Si, conformément aux dispositions des RPAO, les soumissionnaires présentent des offres pour plusieurs lots du même Appel d'offres, ils pourront indiquer les rabais offerts en cas d'attribution de plus d'un marché.

### **Article 13: Montant de l'offre**

- 13.1. Sauf indication contraire figurant dans le Dossier d'Appel d'Offres, le montant du marché couvrira l'ensemble des travaux décrits dans l'Article 1.1 du RGAO, sur la base du Bordereau des Prix et du Détail Quantitatif et Estimatif chiffrés présentés par le soumissionnaire.
- 13.2. Le soumissionnaire remplira les prix unitaires et totaux de tous les postes du bordereau de prix et du Détail quantitatif et estimatif.
- 13.3. Sous réserve de dispositions contraires prévues dans le RPAO et au CCAP, tous les droits, impôts et taxes payables par le soumissionnaire au titre du futur Marché, ou à tout autre titre, trente (30) jours avant la date limite de dépôt des offres seront inclus dans les prix et dans le montant total de son offre.
- 13.4. Si les clauses de révision et/ou d'actualisation des prix sont prévues au marché, la date d'établissement des prix initiaux, ainsi que les modalités de révision et/ou d'actualisation desdits prix doivent être précisées. Etant entendu que tout marché dont la durée d'exécution est au plus égale à un (01) an ne peut faire l'objet de révision de prix.
- 13.5. Tous les prix unitaires devront être justifiés par des sous-détails établis conformément au cadre proposé à la pièce N°8.

### **Article 14: Monnaies de soumission et de règlement**

- 14.1. En cas d'Appel d'Offres Internationaux, les monnaies de l'offre devront suivre les dispositions soit de l'Option A ou de l'Option B ci-dessous; l'option applicable étant celle retenue dans le RPAO.
- 14.2. Option A: le montant de la soumission est libellé entièrement en monnaie nationale
- Le montant de la soumission, les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du détail quantitatif et estimatif sont libellés entièrement en francs CFA de la manière suivante:
- a. Les prix seront entièrement libellés dans la monnaie nationale. Le soumissionnaire qui compte engager des dépenses dans d'autres monnaies pour la réalisation des Travaux, indiquera en annexe à la soumission le ou les pourcentages du montant de l'offre nécessaires pour couvrir les besoins en monnaies étrangères, sans excéder un maximum de trois monnaies de pays membres de l'institution de financement du marché.
- b. Les taux de change utilisés par le Soumissionnaire pour convertir son offre en monnaie nationale seront spécifiés par le soumissionnaire en annexe à la soumission. Ils seront appliqués pour tout paiement au titre du Marché, pour qu'aucun risque de change ne soit supporté par le Soumissionnaire retenu.
- 14.3. Option B: Le montant de la soumission est directement libellé en monnaie nationale et étrangère aux taux fixés dans le RPAO.

Le soumissionnaire libellera les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du Détail quantitatif et estimatif de la manière suivante:

- a. Les prix des intrants nécessaires aux Travaux que le Soumissionnaire compte se procurer dans le pays du Maître d'Ouvrage seront libellés dans la monnaie du pays du Maître d'Ouvrage spécifiée aux RPAO et dénommée "monnaie nationale".
- b. Les prix des intrants nécessaires aux Travaux que le soumissionnaire compte se procurer en dehors du pays du Maître d'Ouvrage seront libellés dans la monnaie du pays du soumissionnaire ou de celle d'un pays membre éligible largement utilisée dans le commerce international.
- 14.4. Le Maître d'Ouvrage peut demander aux soumissionnaires d'expliquer leurs besoins en monnaies nationale et étrangère et de justifier que les montants inclus dans les prix unitaires et totaux, et indiqués en annexe à la soumission, sont raisonnables; à cette fin, un état détaillé de ses besoins en monnaies étrangères sera fourni par le soumissionnaire.

- 14.5. Durant l'exécution des travaux, la plupart des monnaies étrangères restant à payer sur le montant du marché peut être révisée d'un commun accord par le Maître d'Ouvrage et l'Entrepreneur de façon à tenir compte de toute modification survenue dans les besoins en devises au titre du marché.
- 14.6. Pour les Appels d'Offres Nationaux, la monnaie utilisée est le franc CFA.

### **Article 15: Validité des offres**

- 15.1. Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres à compter de la date de remise des offres fixée par le Maître d'Ouvrage, en application de l'article 22 du RGAO. Une offre valable pour une période plus courte sera rejetée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué comme non conforme.
- 15.2. Dans des circonstances exceptionnelles, le Maître d'Ouvrage peut solliciter le consentement du soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit (ou par télécopie). La validité de la caution de soumission prévue à l'article 17 du RGAO sera de même prolongée pour une durée correspondante. Un Soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre sa caution de soumission. Un soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.
- 15.3. Lorsque le marché ne comporte pas d'article de révision de prix et que la période de validité des offres est prorogée de plus de soixante (60) jours, les montants payables au soumissionnaire retenu, seront actualisés par application de la formule y relative figurant à la demande de prorogation que le Maître d'Ouvrage adressera au(x) soumissionnaire(s). La période d'actualisation ira de la date de dépassement des soixante (60) jours à la date de notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des travaux au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le CCAP. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation.

### **Article 16: Caution de soumission**

- 16.1. En application de l'article 13 du RGAO, le soumissionnaire fournira une caution de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, laquelle fera partie intégrante de son offre.
- 16.2. La caution de soumission sera conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'Offres; d'autres modèles peuvent être autorisés, sous réserve de l'approbation préalable du Maître d'Ouvrage. La caution de soumission demeurera valide pendant trente (30) jours au-delà de la date limite originale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par le Maître d'Ouvrage et acceptée par le soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'Article 16.2 du RGAO.
- 16.3. Toute offre non accompagnée d'une caution de soumission acceptable sera rejetée par la Commission de Passation des Marchés comme non conforme. La caution de soumission d'un groupement d'entreprises doit être établie au nom du mandataire soumettant l'offre et mentionner chacun des membres du groupement.
- 16.4. Les cautions de soumission et les offres des soumissionnaires non retenus seront restituées dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de publication des résultats.
- 16.5. La caution de soumission de l'attributaire du Marché sera libérée dès que ce dernier aura signé le marché et fourni le Cautionnement définitif requis.
- 16.6. La caution de soumission peut être saisie:
- a. Si le soumissionnaire retire son offre durant la période de validité;
  - b. Si, le soumissionnaire retenu:
    - i. Manque à son obligation de souscrire le marché en application de l'article 37 du RGAO, ou
    - ii. Manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'article 38 du RGAO.

### **Article 17: Propositions variantes des soumissionnaires**

- 17.1. Lorsque les travaux peuvent être exécutés dans des délais d'exécution variables, le RPAO précisera

ces délais, et indiquera la méthode retenue pour l'évaluation du délai d'achèvement proposé par le soumissionnaire à l'intérieur des délais spécifiés. Les offres proposant des délais au-delà de ceux spécifiés seront considérées comme non conformes.

- 17.2. Excepté dans le cas mentionné à l'Article 18.3 ci-dessous, les soumissionnaires souhaitant offrir des variantes techniques doivent d'abord chiffrer la solution de base du Maître d'Ouvrage telle que décrite dans le Dossier d'Appel d'Offres, et fournir en outre tous les renseignements dont le Maître d'Ouvrage a besoin pour procéder à l'évaluation complète de la variante proposée, y compris les plans, notes de calcul, spécifications techniques, sous-détails de prix et méthodes de construction proposées, et tous autres détails utiles. Le Maître d'Ouvrage n'examinera que les variantes techniques, le cas échéant, du soumissionnaire dont l'offre conforme à la solution de base a été évaluée la moins distante.
- 17.3. Quand les soumissionnaires sont autorisés, suivant le RPAO, à soumettre directement des variantes techniques pour certaines parties des travaux, ces parties de travaux doivent être décrites dans les Spécifications techniques. De telles variantes seront évaluées suivant leur mérite propre en accord avec les dispositions de l'Article 31.2 (g) du RGAO.

### **Article 18: Réunion préparatoire à l'établissement des offres**

- 18.1. A moins que le RPAO n'en dispose autrement, le Soumissionnaire peut être invité à assister à une réunion préparatoire qui se tiendra aux lieu et date indiqués dans le RPAO.
- 18.2. La réunion préparatoire aura pour objet de fournir des éclaircissements et de répondre à toute question qui pourrait être soulevée à ce stade.
- 18.3. Il est demandé au soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par écrit ou télex, de façon qu'elle parvienne au Maître d'Ouvrage au moins une semaine avant la réunion préparatoire. Il se peut que le Maître d'Ouvrage ne puisse répondre au cours de la réunion aux questions reçues trop tard. Dans ce cas, les questions et réponses seront transmises selon les modalités de l'Article 19.4 ci-dessous.
- 18.4. Le procès-verbal de la réunion, incluant le texte des questions posées et des réponses données, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Toute modification des documents d'appel d'offres énumérés à l'Article 8 du RGAO qui pourrait s'avérer nécessaire à l'issue de la réunion préparatoire sera faite par le Maître d'Ouvrage en publiant un additif conformément aux dispositions de l'Article 10 du RGAO, et non par le canal du procès-verbal de la réunion préparatoire.
- 18.5. Le fait qu'un soumissionnaire n'assiste pas à la réunion préparatoire à l'établissement des offres ne sera pas un motif de disqualification.

### **Article 19: Forme et signature de l'offre**

- 19.1. Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre décrits à l'Article 13 du RGAO, en un volume portant clairement l'indication "ORIGINAL". De plus, le Soumissionnaire soumettra le nombre de copies requis dans les RPAO, portant l'indication "COPIE". En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.
- 19.2. L'original et toutes les copies de l'offre devront être dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du Soumissionnaire, conformément à l'Article 6.1 (a) ou 6.2 (c) du RGAO, selon le cas. Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.
- 19.3. L'offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par le ou les signataires de la soumission.

### ***C. Dépôt des offres***

### **Article 20: Cachetage et marquage des offres**

- 20.1. Le soumissionnaire placera l'original et les copies des documents constitutifs de l'offre dans deux enveloppes séparées et scellées portant la mention «ORIGINAL» et «COPIE», selon le cas. Ces

enveloppes seront ensuite placées dans une enveloppe extérieure qui devra également être scellée, mais qui ne devra donner aucune indication sur l'identité du soumissionnaire.

**20.2. Les enveloppes intérieures et extérieures:**

- a. Seront adressées au Maître d'Ouvrage à l'adresse indiquée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres;
- b. Porteront le nom du projet ainsi que l'objet et le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres indiqués dans le RPAO, et la mention **"A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT"**.

**20.3. Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l'adresse du Soumissionnaire de façon à permettre au Maître d'Ouvrage de renvoyer l'offre scellée si elle a été déclarée hors délai conformément aux dispositions de l'article 23 du RGAO ou pour satisfaire les dispositions de l'article 24 du RGAO.**

- 20.4. Si l'enveloppe extérieure n'est pas scellée et marquée comme indiqué aux articles 21.1 et 21.2 susvisés, le Maître d'Ouvrage ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.**

**Article 21: Date et heure limites de dépôt des offres**

- 21.1. Les offres doivent être reçues par le Maître d'Ouvrage à l'adresse spécifiée à l'article 21.2 du RPAO au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.
- 21.2. Le Maître d'Ouvrage peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 10 du RGAO. Dans ce cas, tous les droits et obligations du Maître d'Ouvrage et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.

**Article 22: Offres hors délai**

Toute offre parvenue au Maître d'Ouvrage après les date et heure limites fixées pour le dépôt des offres conformément à l'Article 22 du RGAO sera déclarée hors délai et, par conséquent, rejetée.

**Article 23: Modification, substitution et retrait des offres**

- 23.1. Un soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l'avoir déposée, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par le Maître d'Ouvrage avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par un représentant habilité en application de l'article 20.2 du RGAO. La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention

**« RETRAIT » et « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION »**

- 23.2. La notification de modification, de remplacement ou de retrait de l'offre par le Soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de l'article 21 du RGAO. Le retrait peut également être notifié par télécopie, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres.
- 23.3. Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait en application de l'article 24.1 leur seront envoyées sans avoir été ouvertes.
- 23.4. Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l'expiration de la période de validité de l'offre spécifiée par le modèle de soumission. Le retrait de son offre par un Soumissionnaire pendant cet intervalle peut entraîner la confiscation de la caution de soumission conformément aux dispositions de l'article 17.6 du RGAO.

***D. Ouverture des plis et évaluation des offres***

**Article 24: Ouverture des plis et recours**

- 24.1. La Commission de Passation des Marchés compétente procédera à l'ouverture des plis en un ou deux temps et en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent y assister, à la

date, à l'heure et à l'adresse indiquée dans le RPAO. Les représentants des soumissionnaires qui sont présents signeront un registre ou une feuille attestant leur présence.

- 24.2. Dans un premier temps, les enveloppes marquées « Retrait » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre correspondante sera renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d'une offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « Offre de Remplacement » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée au Soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte. Le remplacement d'offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « modification » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. La modification d'offre ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évaluées.
- 24.3. Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais *[en cas d'ouverture des offres financières]* et toute variante le cas échéant, l'existence d'une garantie d'offre si elle est exigée, et tout autre détail que le Maître d'Ouvrage peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation.
- 24.4. Les offres (et les modifications reçues conformément aux dispositions de l'article 24 du RGAO) qui n'ont pas été ouvertes et lues à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, quelle qu'en soit la raison, ne seront pas soumises à évaluation.
- 24.5. Il est établi, séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, leurs prix, leurs rabais, et leurs délais ainsi que la composition de la sous-commission d'analyse. Une copie dudit procès-verbal à laquelle est annexée la feuille de présence est remise à tous les participants à la fin de la séance.
- 24.6. A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le président de la commission met immédiatement à la disposition du point focal désigné par l'ARMP, une copie paraphée des offres des soumissionnaires.
- 24.7. En cas de recours, tel que prévu par le Code des Marchés Publics, il doit être adressé à l'autorité chargée des marchés publics avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué.
- Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre à laquelle est obligatoirement joint un feuillet de la fiche de recours dûment signée par le requérant et, éventuellement, par le Président de la Commission de Passation des marchés.
- L'Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

## **Article 25: Caractère confidentiel de la procédure**

- 25.1. Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, et à la vérification de la qualification des soumissionnaires, et à la recommandation d'attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique.
- 25.2. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer la Commission de Passation des Marchés ou la Sous-commission d'Analyse dans l'évaluation des offres ou le Maître d'Ouvrage dans la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.
- 25.3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 26.2, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec le Maître d'Ouvrage pour des motifs ayant trait

à son offre, il devra le faire par écrit.

## **Article 26: Eclaircissements sur les offres et contacts avec le Maître d'Ouvrage**

- 26.1. Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, le Président de la Commission de Passation des Marchés peut, si elle le désire, demander à tout soumissionnaire de donner des éclaircissements sur son offre. La demande d'éclaircissements et la réponse qui lui est apportée sont formulées par écrit, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n'est recherché, offert ou autorisé, sauf si c'est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par la sous-commission d'analyse lors de l'évaluation des soumissions conformément aux dispositions de l'Article 29 du RGAO.
- 26.2. Sous réserve des dispositions de l'alinéa susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission des marchés et de la sous-commission pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché.

## **Article 27: Détermination de la conformité des offres**

- 27.1. La Sous-commission d'analyse procèdera à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés, et si les offres sont d'une façon générale en bon ordre.
- 27.2. La Sous-commission d'analyse déterminera si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.
- 27.3. Une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres est une offre qui respecte tous les termes, conditions, et spécifications du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence ni réserve importante. Une divergence ou réserve importante est celle qui:
- i. Affecte sensiblement l'étendue, la qualité ou la réalisation des Travaux;
  - ii. Limite sensiblement, en contradiction avec le Dossier d'Appel d'Offres, les droits du Maître d'Ouvrage ou ses obligations au titre du Marché;
  - iii. Est telle que sa correction affecterait injustement la compétitivité des autres soumissionnaires qui ont présenté des offres conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres.
- 27.4. Si une offre n'est pas conforme pour l'essentiel, elle sera écartée par la Commission des Marchés Compétente et ne pourra être par la suite rendue conforme.
- 27.5. Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ne doivent pas être pris en compte lors de l'évaluation des offres.

## **Article 28: Qualification du soumissionnaire**

La Sous-commission s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre substantiellement conforme aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, satisfait aux critères essentiels stipulés à l'article 6 du RPAO. Il est essentiel d'éviter tout arbitraire dans la détermination de la qualification.

## **Article 29: Correction des erreurs**

- 29.1. La Sous-commission d'analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La sous-commission d'analyse corrigera les erreurs de la façon suivante:
- a. S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous-commission d'analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé;
  - b. Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux

feront foi et le total sera corrigé;

c. S'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique confirmée par le sous-détail dudit prix, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.

29.2. Le montant figurant dans la Soumission sera corrigé par la Sous-commission d'analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du Soumissionnaire, ledit montant sera réputé l'engager.

29.3. Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins-disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa garantie pourra être saisie.

### **Article 30: Conversion en une seule monnaie**

30.1. Pour faciliter l'évaluation et la comparaison des offres, la sous-commission d'analyse convertira les prix des offres exprimés dans les diverses monnaies dans lesquelles le montant de l'offre est payable en francs CFA.

30.2. La conversion se fera en utilisant le cours vendeur fixé par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), dans les conditions définies par le RPAO.

### **Article 31: Evaluation et comparaison des offres au plan financier**

31.1. Seules les offres reconnues conformes, selon les dispositions de l'article 28 du RGAO, seront évaluées et comparées par la Sous-commission d'analyse.

31.2. En évaluant les offres, la sous-commission déterminera pour chaque offre le montant évalué de l'offre en rectifiant son montant comme suit:

- a. En corrigeant toute erreur éventuelle conformément aux dispositions de l'article 30.2 du RGAO ;
- b. En excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions pour imprévus figurant dans le Détail quantitatif et estimatif récapitulatif, mais en ajoutant le montant des travaux en régie, lorsqu'ils sont chiffrés de façon compétitive comme spécifié dans le RPAO ;
- c. En convertissant en une seule monnaie le montant résultant des rectifications (a) et (b) ci-dessus, conformément aux dispositions de l'article 31.2 du RGAO
- d. En ajustant de façon appropriée, sur des bases techniques ou financières, toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable;
- e. En prenant en considération les différents délais d'exécution proposés par les soumissionnaires, s'ils sont autorisés par le RPAO ;
- f. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 13.2 du RGAO et du RPAO, en appliquant les rabais offerts par le Soumissionnaire pour l'attribution de plus d'un lot, si cet appel d'offres est lancé simultanément pour plusieurs lots ;
- g. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 18.3 du RPAO et aux Spécifications techniques, les variantes techniques proposées, si elles sont permises, seront évaluées suivant leur mérite propre et indépendamment du fait que le Soumissionnaire aura offert ou non un prix pour la solution technique spécifiée par le Maître d'Ouvrage dans le RPAO.

31.3. L'effet estimé des formules de révision des prix figurant dans les CCAG et CCAP, appliquées durant la période d'exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation des offres.

31.4. Si l'offre évaluée la moins-disante est jugée anormalement basse ou est fortement déséquilibrée par rapport à l'estimation du Maître d'Ouvrage des travaux à exécuter dans le cadre du Marché, la sous-commission d'analyse peut à partir du sous-détail de prix fourni par le soumissionnaire pour n'importe quel élément, ou pour tous les éléments du Détail quantitatif et estimatif, vérifier si ces prix sont compatibles avec les méthodes de construction et le calendrier proposé. Au cas où les justificatifs présentés par le soumissionnaire ne lui semblent pas satisfaisants, le Maître d'Ouvrage peut rejeter ladite offre.

## **Article 32: Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux**

Si cette disposition est mentionnée dans le RPAO, les Entrepreneurs nationaux peuvent bénéficier d'une marge de préférence nationale telle que prévue par le Code des Marchés Publics aux fins d'évaluation des offres.

### ***E. Attribution du Marché***

## **Article 33: Attribution**

33.1. Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.

33.2. Si, selon l'Article 13.2 du RGAO, l'appel d'offres porte sur plusieurs lots, l'offre la moins-disante sera déterminée en évaluant ce marché en liaison avec les autres lots à attribuer concurremment, en prenant en compte les rabais offerts par les soumissionnaires en cas d'attribution de plus d'un lot, ainsi que de leur plan de charges au moment de l'attribution.

## **Article 34 : Droit du Maître d'Ouvrage de déclarer un Appel d'Offres infructueux ou d'annuler une procédure**

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'annuler une procédure d'Appel d'Offres après autorisation du Ministre des Marchés publics lorsque les offres ont été ouvertes ou de déclarer un Appel d'Offres infructueux après avis de la commission des marchés compétente, sans qu'il y ait lieu à réclamation.

## **Article 35: Notification de l'attribution du marché**

Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, le Maître d'Ouvrage notifiera à l'attributaire du Marché par télécopie confirmée par lettre recommandée ou par tout autre moyen que sa soumission a été retenue. Cette lettre indiquera le montant que le Maître d'Ouvrage paiera à l'Entrepreneur au titre de l'exécution des travaux et le délai d'exécution.

## **Article 36: Publication des résultats d'attribution du marché et recours**

36.1. Le Maître d'Ouvrage communique à tout soumissionnaire ou administration concernée, sur requête à lui adressée dans un délai maximal de cinq (05) jours après la publication des résultats d'attribution, le rapport de l'observateur indépendant ainsi que le procès-verbal de la séance d'attribution du marché y relatif auquel est annexé le rapport d'analyse des offres.

36.2. Le Maître d'Ouvrage est tenu de communiquer les motifs de rejet des offres des soumissionnaires concernés qui en font la demande.

36.3. Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

36.4. En cas de recours, il doit être adressé à l'autorité chargée des marchés publics, avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics, au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué et au président de la commission.

Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

## **Article 37: Signature du marché**

37.1. Après publication des résultats, le projet de marché souscrit par l'attributaire est soumis à la Commission de Passation des Marchés et le cas échéant à la Commission Spécialisée de Contrôle des Marchés compétente, pour adoption.

37.2. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose d'un délai de cinq (05) jours pour la signature du marché à compter de la date de réception du projet de marché adopté par la commission des marchés compétente et souscrit par l'attributaire.

37.3. Le marché doit être notifié à son titulaire dans les cinq (5) jours qui suivent la date de sa



signature.

**Article 38: Cautionnement définitif**

38.1. Dans les vingt (20) jours suivant la notification du marché par le Maître d'Ouvrage, l'Entrepreneur fournira au Maître d'Ouvrage un cautionnement définitif, sous la forme stipulée dans le RPAO, conformément au modèle fourni dans le Dossier d'Appel d'Offres.

38.2. Le cautionnement dont le taux varie entre 2% et 5% du montant du marché, peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître d'Ouvrage ou par une caution personnelle et solidaire.

38.3. Les petites et moyennes entreprises (PME) à capitaux et dirigeants nationaux peuvent produire à la place du cautionnement, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé de premier rang conformément aux textes en vigueur.

38.4. L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation du marché dans les conditions prévues dans le CCAG.

**PIECE N° 3: REGLEMENT PARTICULIER DU DOSSIER D'APPEL  
D'OFFRES**

[Tapez ici]

## SOMMAIRE

### CHAPITRE I : INTRODUCTION 28

<u>Article 1.1 : Définition des travaux</u>	28
<u>Article 1.2 : Délai d'exécution</u>	28
<u>Article 2 : Source de financement</u>	28
<u>Article 4.2 : Candidats admis à concourir</u>	29
<u>Article 5.1 : Provenance des matériaux, matériels et fournitures d'équipement et services</u>	29
<u>Article 6.1 : Critères essentiels</u>	29
<u>Article 12 : Langue de l'offre</u>	29
<u>Article 13.1 : Documents constituant l'offre</u>	29

### CHAPITRE II : PRIX ET MONNAIE DE L'OFFRE 31

<u>Article 14.3 : La monnaie de l'offre</u>	31
<u>Article 14.4 : Prix du marché</u>	32

### CHAPITRE III : PREPARATION ET DÉPÔT DES OFFRES 32

<u>Article 16.1 : Période de validité des offres</u>	32
<u>Article 18.1 : Délai d'exécution des travaux</u>	32
<u>Article 20.1 : Nombre d'exemplaires de l'offre</u>	32
<u>Article 21.2 : Adresse du Maître d'Ouvrage à utiliser pour l'envoi des offres</u>	32
<u>Article 22.1 : Date et heure limites de dépôt des offres</u>	32
<u>Article 25.1 : Lieu, date et heure de l'ouverture des plis</u>	32

### CHAPITRE IV : ATTRIBUTION 32

<u>Article 31.2 : Monnaie retenue pour la conversion en une seule monnaie</u>	32
<u>Article 34 : Attribution</u>	32

## REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES

### CHAPITRE I : INTRODUCTION

#### Article 1 : Definition des travaux

Pour les travaux de construction des murs démolis de certaines résidences ministérielles (MINDHU-MINT) en procédure d'urgence.

Nom et adresse du Maître d'Ouvrage : Ministre des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières, Yaoundé

Références de l'Appel d'Offres : Appel d'Offres National Ouvert

N° ...../AONO/MINDCAF/CIPM/2020 du ..... Pour les travaux de construction des murs démolis de certaines résidences ministérielles (MINH DU-MINT) en procédure d'urgence.

#### Article 1.1 : Délai d'exécution

Le délai d'exécution des travaux est de trois (03) mois pour chaque lot à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

#### 1.2 Consistance des travaux

Les travaux objet du présent marché comprennent pour chaque lot :

<b>TRAVAUX PRELIMINAIRES</b> <ul style="list-style-type: none"><li>-Installation de chantier amené et repli de matériel</li><li>-Amené et repli du personnel et du matériel</li><li>-démolition de la clôture effondrée et dépôt des gravas hors de l'emprise du projet</li></ul>
<b>TRAVAUX DE TERRASSEMENTS</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Fouilles en rigoles pour mur</li><li>- Fouilles en puits sous semelles isolées</li><li>- remblais</li></ul>
<b>TRAVAUX DE FONDATIONS</b> <ul style="list-style-type: none"><li>-béton de propreté dosé</li><li>- béton armé dosé</li><li>- maçonnerie d'agglomérés</li></ul>
<b>TRAVAUX DE MACONNERIE ET ELEVATION</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- maçonnerie d'agglomérée</li><li>- béton armé dosé</li><li>-Enduit sur murs</li></ul>
<b>TRAVAUX DE PEINTURE</b> <ul style="list-style-type: none"><li>-fourniture et application de peinture sur murs de clôture en deux faces.</li></ul>

#### Article 2 : Source de financement

BUDGET 2020 MINEPAT IMPUTATION : 54 94 709 07 110000 2228

Nom de l'Administration bénéficiaire : MINDCAF

Nom du projet : Pour les travaux de construction des murs démolis de certaines résidences ministérielles (MINH DU-MINT) en procédure d'urgence.

**BUDGET PREVISIONNEL (EN FCFA) : les travaux sont subdivisés en deux (02) lots :**

**Lot 1 mur mitoyen MINH DU-MINT :** dix millions deux cent quatre-vingt-dix-sept six cent vingt-cinq (10 297 625) TTC;

**Lot 2 mur mitoyen MINH DU-MINCOMMERCE:** neuf millions cent trois mille cinq cent soixante-dix (9 103 570) TTC.

**Article 3 : Candidats admis à concourir**

L'Appel d'Offres s'adresse à toutes les entreprises de bâtiments et travaux publics installés au Cameroun, jouissant de capacités juridiques, financières et techniques suffisantes, sous réserve des dispositions définies à l'article 4, alinéa 4.2 du RGAO.

**Article 4 : Provenance des matériaux, matériels et fournitures d'équipement et services**

Lorsque l'exécution du présent Marché nécessite l'acquisition des matériels et matériaux, préférence est donnée aux produits fabriqués au Cameroun sous réserve de leur conformité aux normes techniques et à la condition que leurs prix soient homologués.

Toutefois, en cas de dérogations législatives ou réglementaires, résultant des conventions ou accords internationaux, le Ministre du Commerce autorise l'importation desdits produits.

**Article 5 : Qualification du soumissionnaire**

**Critères éliminatoires pour chaque lot :**

- pièces falsifiées ou fausses déclarations ;
- absence de la caution de la soumission ;
- absence ou non-conformité d'une pièce administrative après épuisement du délai réglementaire de 48 heures après l'ouverture des offres;
- absence de la déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de marché au cours des trois (03) dernières années (2017, 2018, 2019) et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes ;
- note technique inférieure à 75% de OUI;
- absence dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié.

**Article 6 : Critères essentiels pour chaque lot**

Les critères et le nombre de chaque sont décrits dans les tableaux ci-après :

N°	Critères	Sous critères
I	La capacité financière du soumissionnaire	02
II	Les références de l'entreprise	02
III	Le personnel d'encadrement	10
IV	Le matériel technique essentiel	03
V	La méthodologie et planning	03

**Article 7 : Visite du site des travaux**

Il est conseillé au soumissionnaire de visiter et d'inspecter le site des travaux et ses environs et d'obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et l'exécution des travaux. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du Soumissionnaire

**Article 8 : Langue de l'offre**

Les offres seront rédigées en français ou en anglais.

**Article 9 : Documents constituant l'offre**

La liste des documents visés à l'article 13 du RGAO devra être complétée et regroupée en trois (03) volumes insérés respectivement dans des enveloppes intérieures et détaillées comme suit :

## **Enveloppe A –Volume I: Dossier administratif pour chaque lot**

Elles comprendront :

- a. La déclaration d'intention de soumissionner, timbrée, cachetée et signée (suivant modèle joint) ;
- b. La déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de marché au cours des trois (03) dernières années (2017, 2018, 2019) et qu'il ne figure pas dans la liste des entreprises défaillantes;
- c. L'accord de groupement authentifié, le cas échéant ;
- d. Le pouvoir de signature authentifié, le cas échéant ;
- e. L'original d'une attestation de non-faillite établie par le Tribunal de Première Instance ou par la Chambre d'Industrie et du Commerce du lieu de résidence du soumissionnaire datant de moins de trois (03) mois précédant la date de remise des offres ;
- f. L'original d'une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par l'une des banques ou l'un des organismes financiers listés dans la pièce N°11 du dossier d'appel d'offres, ou par une banque de premier ordre à l'étranger ;
- g. L'original de la quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres ;
- h. La caution de soumission (suivant modèle joint), d'une durée de validité de 150 jours à compter de la date de dépôt des offres ;
- i. L'original d'une attestation de non-exclusion des marchés publics délivrée par le Directeur Général de l'ARMP ;
- j. L'original d'une attestation signée du Directeur Général de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite caisse, datant de moins de trois (03) mois précédant la date de remise des offres ;
- k. L'original d'une attestation de non-redevance en cours de validité ;
- l. Une copie certifiée conforme du registre de commerce.

## **Enveloppe B–Volume II : Offre technique pour chaque lot**

### **B.1. Les renseignements sur les qualifications**

- ***Capacité financière :***
  - Surface financière d'un montant supérieur ou égal à six millions produite par un établissement bancaire ou un organisme financier dont le nom figure dans la pièce 11 du présent DAO
  - Chiffre d'affaires moyen (production d'un bilan certifié ou de pièces comptables) au cours des deux (02) dernières années supérieur ou égal à six millions de francs CFA
- ***Les références de l'entreprise au cours des deux (02) dernières années (2018, 2019) :***
  - Avoir au moins deux (02) références dans le domaine des travaux de construction et de réhabilitation de bâtiment d'un montant moyen TTC supérieur ou égal à 5 millions de Fcfa

**N.B :** Joindre la 1<sup>ère</sup> et la dernière page des contrats, ainsi que les procès-verbaux de réception correspondants

**N.B : Joindre la 1<sup>ère</sup> et la dernière page des contrats, ainsi que les procès-verbaux de réception correspondants**

- ***Le matériel de technique essentiel :***

- Produire les factures ou tout document justifiant de la propriété ou de la location du matériel.

- ***Le personnel d'encadrement :***

- **Le Conducteur des travaux :**

- ❖ Etre Ingénieur des Travaux de Génie Civil
- ❖ Avoir une expérience professionnelle d'au moins cinq (05) ans

**N.B : Joindre le CV daté et signé, une attestation de disponibilité datée et signée et une copie certifiée conforme du diplôme**

- **Le Chef chantier :**

- ❖ Etre Technicien Supérieur de Génie Civil
- ❖ Avoir une expérience professionnelle d'au moins trois (03) ans

- **Autres personnels**

**N.B : Joindre le CV daté et signé, une attestation de disponibilité datée et signée et une copie certifiée conforme du diplôme**

- ***Méthodologie et planning***

Ces aspects seront évalués sur les sous critères ci-dessous :

- ❖ Cohérence dans la répartition des tâches en équipes ou en ateliers
- ❖ Existence d'un contrôle de qualité interne
- ❖ Existence d'une coordination de chantier
- ❖ Planning conforme au délai proposé

## **B.2. Les preuves d'acceptations des conditions du marché**

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées sur toutes les pages et signées à la dernière page, des documents à caractères administratif et technique régissant le marché, à savoir:

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP);
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## **Enveloppe C– Volume III : Offre financière pour chaque lot**

C.1. La soumission proprement dite, en original rédigé selon le modèle joint, timbré au tarif en vigueur, signée et datée;

C.2. Le Bordereau des Prix Unitaires dûment rempli;

C.3. Le Détail estimatif dûment rempli ;

C.4 Le cadre du sous détail des prix.

**N.B : Les différentes parties d'un même dossier doivent obligatoirement être séparées par les intercalaires de couleur aussi bien dans l'original que dans les copies, de manière à faciliter son examen.**

## **CHAPITRE II : PRIX ET MONNAIE DE L'OFFRE**

### **Article 9 : La monnaie de l'offre**

La monnaie utilisée est le Franc CFA.

**Article 10 : Prix du marché**

Les prix du marché sont fermes et non révisables.

**CHAPITRE III : PREPARATION ET DEPÔT DES OFFRES****Article 11 : Période de validité des offres**

La période de validité des offres est de 90 jours à partir de la date limite de dépôt des offres.

**Article 12 : Délai d'exécution des travaux**

Le délai d'exécution des travaux est de **trois (03) mois** à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

**Article 13 : Nombre d'exemplaires de l'offre**

Les offres seront en sept (07) exemplaires dont un original et six (06) copies marquées comme tels.

**Article 14 : Adresse du Maître d'Ouvrage à utiliser pour l'envoi des offres**

Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières, Service des Marchés Publics, Yaoundé.

**Article 15 : Date et heure limites de dépôt des offres**

Les offres devront être déposées au Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières à la Direction des Affaires Générales, Sous-direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance, Service des Marchés Publics sis à l'Immeuble Ministériel N°2, porte N°102, au plus tard le ----- à **15 heures**, heure locale et devront porter la mention : « **APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°-----/AONO/MINDCAF/CIPM/2020 DU -----** Pour les travaux de construction des murs démolis de certaines résidences ministérielles (MINDHU-MINTRANSPORT) en procédure d'urgence.

**A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »****Article 16 : Lieu, date et heure de l'ouverture des plis**

L'ouverture des plis, en un temps, sera effectuée dans la salle de conférences, porte N°235 du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières, le ----- à **16 heures**, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du MINDCAF, siégeant en présence des Soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance de la soumission dont ils ont la charge.

**CHAPITRE IV : ATTRIBUTION****Article 17 : Monnaie retenue pour la conversion en une seule monnaie**

La monnaie retenue pour la conversion en une seule monnaie est le Franc CFA.

**Article 18 : Modalités d'attribution**

34.1. Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante, en incluant le cas échéant les rabais proposés.

Un soumissionnaire peut être attributaire de plusieurs lots à condition de présenter des éléments justificatifs de la disponibilité du matériel technique essentiel à la réalisation des travaux.



**PIECE N°4 : CAHIER DES CLAUSES  
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

## **SOMMAIRE**

### **Chapitre I : Généralités**

- Article 1 : Objet du marché
- Article 2 : Procédure de Passation du marché
- Article 3 : Définitions et attributions
- Article 4 : Langue, loi et réglementation applicables
- Article 5 : Normes
- Article 6 : Pièces constitutives du marché
- Article 7 : Textes généraux applicables
- Article 8 : Communication
- Article 9 : Ordres de service
- Article 10 : Matériel et personnel du Cocontractant

### **Chapitre II : Clauses Financières**

- Article 11 : Garanties et cautions
- Article 12 : Montant du marché
- Article 13 : Lieu de paiement
- Article 14 : Paiement
- Article 15 : Pénalités de retard
- Article 16 : Régime fiscal et douanier
- Article 17 : Timbres et enregistrement des Marchés

### **Chapitre III : Exécution des prestations**

- Article 18 : Brevet
- Article 19 : Lieu et délais de livraison
- Article 20 : Rôles et responsabilités du Cocontractant
- Article 21 : Transport et assurances
- Article 22 : Essais et services connexes

### **Chapitre IV : De la réception**

- Article 23 : Réception provisoire
- Article 24 : Réception définitive

### **Chapitre V : Dispositions diverses**

- Article 25 : Résiliation du marché
- Article 26 : Cas de force majeure
- Article 27 : Différends et litiges
- Article 28 : Edition et diffusion du présent marché
- Article 29 et dernier : Entrée en vigueur du marché

## Chapitre I : Généralités

### 1.1 Objet

Dans le cadre de la protection et du développement du patrimoine de l'Etat, le Ministre des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières lance un Appel d'Offres National Ouvert pour les **travaux de construction des murs démolis de certaines résidences ministérielles (MINHDU-MINT) en procédure d'urgence.**

### 1.2 Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres National est ouverte à toutes les entreprises installées au Cameroun, spécialisées dans le domaine des travaux publics et jouissant de capacités juridiques, financières et techniques suffisantes.

**1.3. Financement : BIP 2020 MINEPAT, imputation 54 94 709 07 110000 2228**

**1.4. Coût prévisionnel en FCFA les travaux sont subdivisés en deux (02) lots :**

**Lot 1 mur mitoyen MINHDU-MINT** : dix millions deux cent quatre-vingt-dix-sept six cent vingt-cinq (10 297 625) TTC;

**Lot 2 mur mitoyen MINHDU-MINCOMMERCE** : neuf millions cent trois mille cinq cent soixante-dix (9 103 570) TTC.

### 1.5. Consistance des travaux pour chaque lot

Les travaux comprennent globalement :

<b>TRAVAUX PRELIMINAIRES</b> <ul style="list-style-type: none"><li>-Installation de chantier amené et repli de matériel</li><li>-Amené et repli du personnel et du matériel</li><li>-démolition de la clôture effondrée et dépôt des gravas hors de l'emprise du projet</li></ul>
<b>TRAVAUX DE TERRASSEMENTS</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Fouilles en rigoles pour mur</li><li>- Fouilles en puits sous semelles isolées</li><li>- remblais</li></ul>
<b>TRAVAUX DE FONDATIONS</b> <ul style="list-style-type: none"><li>-béton de propreté dosé</li><li>- béton armé dosé</li><li>- maçonnerie d'agglomérés</li></ul>
<b>TRAVAUX DE MACONNERIE ET ELEVATION</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- maçonnerie d'agglomérée</li><li>- béton armé dosé</li><li>-Enduit sur murs</li></ul>
<b>TRAVAUX DE PEINTURE</b> <ul style="list-style-type: none"><li>-fourniture et application de peinture sur murs de clôture en deux faces.</li></ul>

### 1.6. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales, Sous-direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance, Service des Marchés Publics du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières sis à l'Immeuble Ministériel N°2, porte 102, dès publication du présent avis.

### **1.7. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres**

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu au Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières, dès publication du présent avis, sur présentation de l'original de la quittance de versement d'une somme non remboursable de **cinquante mille (50 000) francs CFA** payable au Trésor Public.

### **1.8. Remise des offres**

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et (06) copies marqués comme tels, devra parvenir au Service des Marchés Publics du MINDCAF, au plus tard le -----, à 15 heures locale et devra porter la mention :

**« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°-----/AONO/MINDCAF/CIPM/2020  
DU-----**

**Pour les travaux de construction des murs démolis de certaines résidences ministérielles (MINDHU-MINT) en procédure d'urgence»**

### **1.9. Recevabilité des offres**

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie et authentifiée par une banque ou un organisme financier agréés par le Ministère des Finances et dont la liste figure dans la pièce 11 du DAO, valable pendant trente(30) jours après la date limite de dépôt des offres, d'un montant de **deux cent cinq mille neuf cent cinquante francs (205 950) FCFA** pour le lot 1 et **cent quatre-vingt-deux mille soixante-dix francs ( 182 070) FCFA** pour le lot 2.

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres ou être valide pour l'exercice budgétaire en cours.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable, notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque ou un organisme financier agréés par le Ministre des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet de l'offre.

### **1.10. Ouverture des plis**

L'ouverture des plis se fera en un temps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres technique et financière aura lieu le ----- à **16 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du MINDCAF, dans la salle des conférences du MINDCAF à la porte N°235, sise au 2<sup>ème</sup> étage de l'Immeuble Ministériel N°2.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

### **1.11. Délais d'exécution**

Le délai maximum d'exécution prévu par le Ministre des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières pour la réalisation des travaux est de trois (03) mois.

## **Article 2 : Définitions et attributions**

### **2.1. Définitions générales**

- **L'Autorité Contractante** est le Ministre des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières : il veille à la conservation des originaux des documents du marché et à la transmission des copies au Ministre des Enseignements Secondaires par le point focal désigné à cet effet ;
- **Le Maître d'Ouvrage** est le Ministre des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières ;

- **Le Chef de service du marché** est Le Directeur du Patrimoine de l'Etat MINDCAF, ci-après désigné le Chef de service ; Il veille au respect des Clauses Administratives, Techniques et Financières et des délais contractuels.
- **L'Ingénieur du marché** est : le Sous-directeur du Patrimoine Immobilier de l'Etat, ci-après désigné l'Ingénieur ;
- **Le Cocontractant** est : \_\_\_\_\_.

## 2.2. Nantissement

- L'Autorité chargée de l'ordonnancement est le Ministre des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières ;

- L'Autorité chargée de la liquidation des dépenses est le Ministre des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières ;

- Le responsable chargé du paiement est le Payeur Général du Trésor ;

- Le responsable compétent pour fournir les renseignements au titre de l'exécution du présent marché est le Directeur du Patrimoine de l'Etat au MINDCAF.

## Article 3 : Langue, loi et réglementation applicables

3.1. La langue utilisée est le français ou l'anglais.

3.2. Le Cocontractant s'engage à observer les lois, règlements, ordonnances en vigueur en République du Cameroun, et ce aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation du présent marché. Si au Cameroun, ces règlements, lois et dispositions administratives et fiscales en vigueur à la date de signature du présent marché venaient à être modifiés après la signature du marché, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

## Article 4 : Normes

4.1 Les travaux exécutés seront conformes aux normes fixées dans le CCTP.

4.2. Le Cocontractant étudiera, exécutera et garantira la réalisation des prestations du présent marché en prenant en considération la meilleure pratique de réalisation au Cameroun pour des opérations de technologie similaire.

## Article 5 : Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont par ordre de priorité :

1. la soumission du Cocontractant et ses annexes dans toutes les dispositions non contraires au Cahier des Clauses Administratives Particulières et au Cahier des Clauses Techniques Particulières ci-dessous visés ;
2. le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
3. le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
4. les éléments propres à la détermination du montant du marché, tels que, par ordre de priorité : le bordereau des prix unitaires et le devis quantitatif et estimatif ;

5. le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux mis en vigueur par arrêté N°033 du 13 février 2007 ;

#### **Article 6 : Textes généraux applicables**

Le présent marché est soumis aux textes généraux ci-après :

1. La loi N°92/007 du 14 août 1992 portant Code du travail ;
2. La loi cadre N°96/12 du 05 août 1996 sur la gestion de l'environnement ;
3. la loi N°2019/023 du 24 décembre 2019 portant loi de Finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2020 ;
4. Le décret N°2001/048 du 23 février 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
5. Le décret N°2003/651/PM du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal et douanier des Marchés Publics ;
6. Le décret N°2012/075 du 08 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics ;
7. Le décret N°2012/076 du 08 mars 2012 modifiant et complétant certaines dispositions du décret N°2001/048 du 23 février 2001 portant création, organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
8. Le décret N°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics ;
9. le décret N°2019/002 du 04 janvier 2019 portant Réaménagement du Gouvernement ;
10. la circulaire N°00008349/C/MINFI du 30 décembre 2019 portant Instructions relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat et des Autres Entités Publiques pour l'exercice 2020.

#### **Article 7 : Communication**

7.1. Toutes les notifications et communications écrites dans le cadre du présent marché devront être faites aux adresses suivantes :

- a. Dans le cas où le Cocontractant est le destinataire :

Passé le délai de 15 jours fixé à l'article 6.1 du CCAG pour faire connaître au Chef de service son domicile, les correspondances seront valablement adressées à la Mairie de la ville Yaoundé;

- b. Dans le cas où l'Autorité Contractante en est le destinataire :

Le Ministre des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières-Yaoundé avec copie adressée dans les mêmes délais, au Chef de service, et à l'ingénieur du marché le cas échéant.

7.2. Les Cocontractants adresseront toutes notifications écrites ou correspondances à l'ingénieur, avec copie au Chef de Service du marché.

#### **Article 8 : Ordres de service**

8.1. L'ordre de service de commencer les prestations, est signé et notifié par l'Autorité Contractante.

8.2. Les ordres de service à incidence financière ou susceptibles de modifier les délais seront signés par l'Autorité Contractante et notifiés par le Chef de service ou l'Ingénieur.

8.3. Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal des prestations et sans incidence financière seront directement signés par le Chef de service et notifiés par l'Ingénieur.

8.4. Les ordres de service valant mise en demeure sont signés par l'Autorité Contractante.

8.5. Le Cocontractant dispose d'un délai de quinze (15) jours pour émettre des réserves sur tout ordre de service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas l'entreprise d'exécuter les ordres de service reçus.

## **Article 9 : Matériel et personnel du Cocontractant**

9.1. Toute modification même partielle apportée aux propositions de l'offre technique n'interviendra qu'après agrément écrit du Chef de service. En cas de modification, le Cocontractant fera remplacer par un personnel de compétence (qualifications et expérience) au moins égale ou par un matériel de performance similaire et en bon état de marche.

9.2. En tout état de cause, les listes du matériel et personnel d'encadrement à mettre en place seront soumises à l'agrément de l'ingénieur, dans les quinze (15) jours qui suivent la notification de l'ordre de service de commencer les travaux. L'ingénieur disposera de huit (8) jours pour notifier par écrit son avis avec copie au Chef de service. Passé ce délai, les listes seront considérées comme approuvées.

9.3. Toute modification unilatérale apportée aux propositions en matériel de l'offre technique, avant et pendant les prestations constitue un motif de résiliation du marché tel que visé dans le cadre des marchés publics.

## **Article 10 : Garanties et cautions**

### **10.1. Cautionnement définitif**

Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant TTC du marché. Le cautionnement sera restitué, ou la garantie libérée, dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire des travaux, à la suite d'une mainlevée délivrée par l'Autorité Contractante après demande du Cocontractant.

### **10.2. Cautionnement de retenue de garantie**

Le cautionnement de retenue de garantie est fixé à 10% du montant TTC du marché. Le cautionnement sera restitué, ou la garantie libérée, dans un délai d'un mois suivant la date de réception définitive des travaux, à la suite d'une mainlevée délivrée par l'Autorité Contractante après demande du Cocontractant.

## **Article 11 : Montant du marché**

Le montant du présent marché, tel qu'il ressort du *devis quantitatif et estimatif* ci-joint, est de \_\_\_\_\_ (*en chiffres*) \_\_\_\_\_ (*en lettres*) francs CFA toutes taxes comprises (TTC) ; soit :

- Montant HTVA : \_\_\_\_\_ ( ) francs CFA

- Montant de la TVA : \_\_\_\_\_ ( ) francs CFA

Le montant du marché, calculé dans les conditions prévues à l'article 19 du CCAG, résulte de l'application au montant hors TVA, du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

## **Article 12 : Lieu de paiement**

13.1. En contrepartie des paiements à effectuer par le Ministre des Finances au Cocontractant, dans les conditions indiquées dans le marché, le Cocontractant s'engage par les présentes à exécuter le marché conformément aux dispositions dudit marché.

13.2. Les paiements s'effectueront au compte N° \_\_\_\_\_ ouvert au nom du Cocontractant à la banque \_\_\_\_\_

## **Chapitre II : Clauses financières**

### **Article 13 : Paiement**

Au vu du procès-verbal de réception provisoire, le montant du présent marché sera payé par virement au compte du Cocontractant.

### **Article 14 : Pénalités de retard**

15.1. Le montant des pénalités de retard est fixé comme suit :

- a. Un deux millième (1/2000è) du montant TTC du marché de base par jour calendaire de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par le marché;
- b. Un millième (1/1000è) du montant TTC du marché de base par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.

15.2. Le montant cumulé des pénalités de retard est limité à dix pour cent (10%) du montant TTC du marché de base avec ses pénalités de retard.

### **Article 15 : Régime fiscal et douanier**

La loi N°2019/023 du 24 décembre 2019 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2020, définit les modalités de mise en œuvre du régime fiscal des marchés publics. La fiscalité applicable à le présent marché comporte notamment :

- des impôts et taxes relatifs aux bénéfices industriels et commerciaux, y compris l'IAR qui constitue un précompte sur l'impôt des sociétés ;
- des droits d'enregistrement calculés conformément aux stipulations du code des impôts ;
- des droits et taxes attachés à la réalisation des prestations prévues par le marché;



- des droits et taxes d'entrée sur le territoire camerounais (droits de douanes, TVA, taxe informatique) ;
- des droits et taxes communaux.

Ces éléments doivent être intégrés dans les charges que l'entreprise impute sur ses coûts d'intervention et constituer l'un des éléments des sous-détails des prix hors taxes. Le prix TTC s'entend TVA incluse.

## **Article 16 : Timbres et enregistrement des marchés**

Sept (07) exemplaires originaux du marché seront timbrés et enregistrés par les soins et aux frais du Cocontractant, conformément à la réglementation en vigueur.

## **Chapitre III : Exécution des prestations**

### **Article 17 : Obligations du Maître d'Ouvrage**

**17.1** Le Maître d'Ouvrage est tenu de fournir au prestataire les informations nécessaires à l'exécution de sa mission, et de lui garantir, aux frais de ce dernier, l'accès aux sites des projets.

**17.2.** Le Maître d'Ouvrage assure au prestataire protection contre les menaces, outrages, violences, voies de fait, injures ou diffamations dont il peut être victime en raison ou à l'occasion de l'exercice de sa mission.

### **Article 18 : Brevet (Sans objet)**

### **Article 19 : Délai de livraison**

Le délai d'exécution des travaux objet du présent marché est de **trois (03) mois**.

### **Article 20 : Rôles et responsabilités du Cocontractant**

Le Cocontractant a pour mission d'assurer l'exécution des travaux tels que décrits dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières, sous le contrôle de l'Ingénieur et ce conformément à le présent marché et aux règles et normes en vigueur.

## **Chapitre IV : De la réception**

### **Article 21: Réception provisoire**

**21.1.** Avant la réception provisoire, le Cocontractant demande par écrit au Chef de service avec copie à l'ingénieur, l'organisation préalable de la réception.

**21.2.** La Commission de réception sera composée des membres suivants :

- le Directeur du Patrimoine de l'Etat (Chef de Service du Marché) ou son représentant ;
- le Sous-Directeur du Budget, du Matériel et de la Maintenance ;
- le Chef de Service des Marchés Publics du MINDCAF ;
- le Chef de Service du Fichier National et de la Maintenance ;
- le Comptable-Matières (MINEPAT) ;

- le Chef de Bureau du suivi et du Contrôle de l'exécution des Marchés Publics ;
- le Cocontractant ou son représentant dûment mandaté.

Le Cocontractant est convoqué à la réception par courrier au moins dix (10) jours avant la date de la réception. Il est tenu d'y assister (ou de s'y faire représenter). Il assiste à la réception en qualité d'observateur.

Son absence équivaut à l'acceptation sans réserve des conclusions de la commission de réception.

La Commission vérifie l'effectivité des travaux réalisés et procède à leur réception provisoire, s'il y a lieu. La réception provisoire fera l'objet du procès-verbal de réception provisoire signé sur le champ par tous les membres de la commission.

Le procès-verbal de réception provisoire précise ou fixe la date d'achèvement des prestations.

## **Article 22 : Réception définitive**

21.1. La réception définitive s'effectuera dans un délai maximal de trente (30) jours après le délai d'expiration de la période de garantie.

21.2. La procédure de réception définitive est la même que celle de la réception provisoire.

21.3. La réception définitive marque la fin du marché et libère le Cocontractant de toutes ses obligations. La signature contradictoire du décompte Général et définitif par l'Autorité Contractante et le Cocontractant clôt définitivement le marché.

## **Chapitre V : Dispositions diverses**

### **Article 23: Résiliation du marché**

Le marché peut être résilié comme prévu à la section II Sous-section I du décret N° 2018/366 du 20 Juin 2018 et également dans les conditions stipulées aux articles 74, 75 et 76 du CCAG, notamment dans l'un des cas de :

- Retard de plus de quinze (15) jours calendaires dans l'exécution d'un ordre de service ou arrêt injustifié des travaux de plus de sept (07) jours calendaires ;
- Retard dans les travaux entraînant des pénalités au-delà de 10 % du montant des travaux ;
- Refus de la reprise des travaux mal exécutés ;
- Défaillance du Cocontractant ;
- Non-paiement persistant des travaux.

### **Article 24 : Cas de force majeure**

#### **24.1 Responsabilité du Cocontractant**

En cas de force majeure, le Cocontractant ne verra sa responsabilité dérogée que s'il a averti par écrit l'Administration de son intention d'évoquer cette force majeure et ce, avant la fin du vingtième jour qui a succédé l'événement. En tout état de cause, il appartient à l'Administration d'apprécier cette force majeure et les preuves fournies.

#### **24.2 Définition du terme force majeure**

Aux fins de la présente clause, le terme «force majeure »désigne un événement échappant au contrôle du Cocontractant et qui n'est pas attribuable à sa faute ou à sa négligence et qui est imprévisible. De tels événements peuvent inclure, sans que la liste soit limitative, les actes de l'Administration, soit au titre de la Souveraineté de l'Etat, soit au titre du marché, les guerres, les révolutions, les incendies, les inondations, les cyclones, les épidémies, les mesures de quarantaine et d'embargo sur le fret, les tremblements de terre et autres faits analogues.

#### **24.3 Notification à l'Administration en cas de force majeure**

En cas de force majeure, le Cocontractant notifiera rapidement par écrit à l'administration l'existence de la force majeure et ses motifs. Sauf s'il reçoit des instructions contraires de l'administration, le Cocontractant continuera à exécuter les obligations qui sont les siennes dans le cadre du marché et s'efforcera de trouver tout autre moyen raisonnable d'exécuter les obligations entravées par la force majeure.

#### **Article 25 : Différends et litiges**

Lorsqu'aucune solution amiable ne peut être apportée au différend, celui-ci est porté devant la juridiction camerounaise compétente.

#### **Article 26 : Edition et diffusion du présent marché**

Quinze (15) exemplaires du présent marché seront édités et diffusés par les soins du Cocontractant.

#### **Article 27 et dernier : Entrée en vigueur du marché**

Le présent marché ne deviendra définitif qu'après sa signature par l'Autorité Contractante. Il entrera en vigueur dès sa notification au Cocontractant par ce dernier.

**PIECE N°5 : CAHIER DES CLAUSES  
TECHNIQUES PARTICULIERES**

## **CHAPITRE 0 : GENERALITES**

### **0.1- PRÉAMBULE**

**Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières se rapporte aux travaux de construction des murs démolis de certaines résidences ministérielles (MINH DU-MINTRANSPORT) en procédure d'urgence**

L'entreprise est censée bien connaître les lieux des prestations.

Le devis descriptif implique l'application sans restriction du Cahier de Clauses Techniques Particulières (CCTP), sans qu'il soit nécessaire d'y faire référence, et son application ne peut être dissociée des dossiers de plans et documents auxquels font référence les pièces contractuelles. Les spécifications du devis descriptif pourront préciser ou compléter les prescriptions de ce document; étant bien entendu que celles-ci sont des prescriptions minimales au-dessous desquelles aucune dérogation ne sera admise, sauf stipulation explicite avec référence du texte auquel il est dérogé.

Les prescriptions techniques particulières et devis descriptif avec la localisation des prescriptions donnent une description aussi complète que possible des travaux à exécuter, dans le but de permettre à l'entrepreneur de préciser la nature des matériaux à employer et de déterminer les particularités de fabrication et de mise en œuvre. Il convient de souligner que cette description n'a pas un caractère limitatif.

L'entrepreneur devra exécuter sans exception ni réserve, tous les travaux de sa profession, et aura donc compris dans sa Lettre Commande, non seulement les travaux et fournitures décrits dans ces documents, mais encore ceux qui auraient pu échapper aux détails de la description et qui seront indispensables pour l'achèvement complet des ouvrages de son corps d'état, conformément aux prescriptions techniques des règles de l'art.

### **0.2. – CONSISTANCE GENERALE DES TRAVAUX**

#### **Consistance des travaux pour chaque lot**

Les travaux comprennent globalement :

#### **TRAVAUX PRELIMINAIRES**

- Installation de chantier amené et repli de matériel
- Amené et repli du personnel et du matériel
- démolition de la clôture effondrée et dépôt des gravas hors de l'emprise du projet

#### **TRAVAUX DE TERRASSEMENTS**

- Fouilles en rigoles pour mur
- Fouilles en puits sous semelles isolées
- remblais

<p align="center"><b>TRAVAUX DE FONDATIONS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-béton de propreté dosé</li> <li>- béton armé dosé</li> <li>- maçonnerie d'agglomérés</li> </ul>
<p align="center"><b>TRAVAUX DE MACONNERIE ET ELEVATION</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- maçonnerie d'agglomérée</li> <li>- béton armé dosé</li> <li>-Enduit sur murs</li> </ul>
<p align="center"><b>TRAVAUX DE PEINTURE</b></p> <p align="center">-fourniture et application de peinture sur murs de clôture en deux faces.</p>

## **CHAPITRE I**

### **1.01 Etudes architecturales et techniques complémentaires:**

L'Entrepreneur soumettra à l'acceptation de l'autorité contractante, le dossier complet pour l'exécution de l'ouvrage projeté, y compris les corps d'état secondaires que sont la plomberie sanitaire, l'électricité (courant fort et courant faible), la climatisation, le téléphone, dûment approuvé selon le cas par l'Ingénieur du marché.

Ce dossier comprendra :

- Des documents écrits ;
- Rapports divers.

Des documents graphiques appropriés (plans et croquis de détail nécessaires à la bonne compréhension et à la bonne exécution de l'ouvrage).

### **1.02 Installation du chantier:**

Ce poste comprend l'amenée et le repli de matériel ainsi la confection et la pose d'un panneau de chantier.

### **1.03 Implantation:**

L'implantation d'ouvrages sera assurée par l'Entrepreneur et approuvée par l'Ingénieur de contrôle avant tout commencement des travaux.

Les erreurs de côtes d'altitude que les opérations d'implantation pourraient révéler doivent être immédiatement signalées au Maître de l'Ouvrage en vue d'apporter les modifications nécessaires au bon déroulement du chantier.

## **CHAPITRE II**

### **2.01 Fouilles en puits**

Elles sont prévues pour les fondations des semelles isolées ainsi que les boîtes de branchements, regards, etc.

Une garde de 0,50 m au moins sera réalisée autour des ouvrages B.A. pour permettre le coffrage des joues des semelles.

## **2.02 Fouilles en rigoles**

Elles sont prévues pour l'exécution des fondations des longrines, chaînages. Par contre, les fouilles pour canalisations enterrées sont exclues de cet article.

### **2.03 Béton de propreté**

Sous les semelles et murs de soubassement, sera coulé un béton de propreté dosé à 150 kg/m<sup>3</sup> de ciment, CPA 35, avec épaisseur moyenne de 5 cm.

### **2.04 Béton armé pour semelles-longrines**

Les fondations seront exécutées en béton armé dosé à 350 kg/m<sup>3</sup> de ciment CPA 35. Si l'entreprise envisage l'utilisation d'un adjuvant, elle devra donner les caractéristiques de l'adjuvant et la notice d'emploi du fabricant. Seuls les adjuvants bénéficiant d'un avis technique pourront être employés. L'enrobage des aciers sera de 4 cm en semelle et 2,5 cm pour les autres ouvrages.

### **2.05 Remblai**

Il s'agit de remblaiement autour des fondations pour mise à niveau du sol sous dallage et du terrain. Les remblaiements autour des ouvrages seront exécutés par couches de 30 cm maximum, pilonnées, arrosées et compactées. Au cas où un apport de terre serait nécessaire, il devra provenir d'endroits sains.

Il est défendu d'adosser les terres contre les maçonneries récentes ; de toute façon ces remblaiements devront être exécutés à la main pour charger uniformément les parois et éviter toute contrainte qui pourrait résulter d'une charge mal répartie.

## **CHAPITRE III**

### **3.0 Prescriptions**

L'ensemble des ouvrages en béton armé ou en maçonnerie en élévation sera réalisé en ciment Portland artificiel (CPA 35) ou équivalent, dosé à 350 kg de ciment pour un m<sup>3</sup> de béton. L'enrobage des aciers sera de 2,5 cm.

Toutes les maçonneries définies ci-dessous entrant dans la composition des ouvrages devront répondre aux prescriptions des Documents Techniques unifiés et aux Normes Françaises homologuées :

- DTU N°20-1 et 20-12
- Normes NFP 13.304 et 14.301

Les agglomérés seront fabriqués à la presse en béton de ciment dosé à 250 kg/m<sup>3</sup> de sable. Ils doivent correspondre aux conditions prescrites par les Normes P.14.011 et P.14.301.

Ils devront présenter les faces sensiblement planes dont les tolérances maxima seront de plus ou moins 2 mm sur les petites faces et de plus ou moins 4 mm sur les grandes faces. Les faces seront plus ou moins rugueuses pour assurer l'adhérence des enduits.

Dimensions utilisées pour les parpaings: 0,20 x 0,40 en épaisseur 0,10, 0,15 et 0,20.

#### **3.01 Mur côté 0,40 m**

Murs de soutènement assurant une rétention des terres en sous-sol à l'intérieur du bâtiment en parpaing bourré de 20 cm en double épaisseur brute, pose au mortier de ciment dosé à 350 kg de ciment CPA.

#### **3.02 Mur côté 0,20 m**

Murs de soubassement en fondation sur le pourtour et à l'intérieur du bâtiment en parpaing bourré de 20 cm d'épaisseur brute, posé au mortier de ciment dosé à 350 kg de ciment CPA.

### **3.03 Mur côté 0,15 m**

Murs intérieurs ou extérieurs en parpaing creux de 15 cm d'épaisseur brute, posé au mortier de ciment CPA dosé à 350 kg/m<sup>3</sup>.

### **3.04 Cloison côté 0,10 m**

Cloisons intérieures en parpaing creux de 10 cm d'épaisseur brute, pose au mortier du ciment CPA, dosé à 350 kg/m<sup>3</sup>.

### **3.05 Béton armé**

Cet article concerne les poutres, les chaînages, raidisseurs, linteaux, poteaux et appuis de fenêtres. Ils devront former un système mécaniquement continu.

Toutes les maçonneries seront raidies par des chaînages en béton armé reliés entre eux. Les poutres formeront avec les raidisseurs des baies et poteaux un système mécanique continu.

Le décoffrage des poutres et des chaînages sera effectué dans un délai de 3 jours minimum pour les joues et de 16 jours minimum pour les fonds. La longueur d'appui des linteaux sera prolongée de 0,20 m minimum de part et d'autre de l'ouverture. Ces linteaux seront repris en continuité avec les raidisseurs verticaux de baies. Les appuis de fenêtres devront présenter un rejingot, seront revêtus sur la partie supérieure d'un enduit finement lissé, constituant le glacis, avec une pente de 10 % vers l'extérieur.

Les coffrages des poteaux seront parfaitement verticaux et calés de telle sorte qu'ils ne subissent aucun mouvement pendant la mise en œuvre du béton: Ils seront coulés en une seule opération. L'utilisation du pervibrateur est obligatoire. Le décoffrage des poteaux pourra intervenir 48 heures après la mise en œuvre du béton.

essais mécaniques. Quels que soient les Procédés de réalisation utilisée, les assemblages ne devront pas permettre les infiltrations et le séjour de l'eau dans les profilés assemblés.

Sur les parties apparentes, les soudures seront enlevées ou ragréées sur toutes les surfaces où elles seraient nuisibles à l'aspect, à l'étanchéité et au bon fonctionnement des ouvrages. Les ouvrages façonnés et assemblés ne devront pas présenter de déformations.

## **CHAPITRE IV**

### **REVÊTEMENTS**

#### **4.01. Enduits**

Les matériaux entrant dans la composition des ouvrages à définir devront répondre aux prescriptions annoncées pour le béton et à défaut intégrés à l'article y afférent.

Les enduits extérieurs ou intérieurs sur maçonneries de parpaing ou sur bétons seront réalisés au mortier de ciment mélangé de sablé' 0/5, parties fines dans la limite de 10 %.

Le mortier peut recevoir un adjuvant hydrofuge dans la limite de 10%.

Tous les enduits seront exécutés en 3 couches et auront une épaisseur moyenne de 15 mm pour les enduits intérieurs et de 20 à 25 mm pour les enduits extérieurs :

- 1<sup>ère</sup> couche d'accrochage dosée à 500 kg de ciment ;



- 2<sup>ème</sup> couche intermédiaire ou corps d'enduit dosé à 400 kg de ciment ;
- 3<sup>ème</sup> couche de finition dosée à 300 kg de ciment pour les enduits intérieurs et 350 kg de ciment pour les enduits extérieurs.

Ces dosages s'entendent pour 1000 litres de sable sec. Les enduits recouvriront de 15 mm au moins les parties les plus saillantes du support. Chaque couche d'enduit supplémentaire ne sera appliquée qu'après séchage complet de la précédente. Le support d'enduit devra être mouillé avant l'exécution et avant chaque application d'une couche précédente.

### **La couche supérieure**

La couche supérieure d'une étanchéité bitumineuse doit résister au vieillissement dû aux rayonnements solaires et aux sollicitations mécaniques et thermiques.

C'est la raison pour laquelle elle sera toujours armée d'un voile de polyester, et le bitume utilisé sera amélioré par addition de polymères qui en augmenteront considérablement les performances. Elle doit posséder un agrément technique avec certification (ATG). Son épaisseur sera d'au moins 4 mm. Les bitumes utilisés sont appelés bitumes améliorés, bitumes polymères ou bitumes modifiés.

Les polymères additionnés peuvent être de deux types :

- **les plastomères (APP, polypropylène atactique)** qui mélangés à raison d'environ 30 % donnent au bitume des propriétés plastiques,
- **les élastomères (SBS, styrène-butadiène-styrène)** qui mélangés à raison d'environ 12 % donnent au bitume des propriétés élastiques.

D'autres polymères font actuellement leur apparition.

## **CHAPITRE V**

### **PEINTURE : Prescriptions techniques, qualités des produits**

#### **5.01 Généralités**

Tous les produits utilisés pour les peintures, les enduits de peinture, vernis, pigments colorés seront tous de la marque **SEIGNEURIE**. Ils seront livrés sur le chantier dans leurs containers d'origine étiquetés par le fabricant. Les couleurs de peinture seront fixées sur place par le Maître d'ouvrage. Le Maître d'Ouvrage aura toujours le droit, quel que soit le pourcentage d'avancement des travaux, de faire vérifier par un laboratoire de son choix et aux frais de l'Entrepreneur, la qualité des produits employés. Cette vérification sera faite, soit par analyse sur échantillons prélevés, soit par tests sur les ouvrages exécutés.

#### **5.03 Peinture**

**Liquide 542** : traitement anti moisissure et anti champignon sur le support ;

**Imprimer** : Impression d'accrochage sur le support (pour l'intérieur) ;

**Impriderme** : peinture d'impression fixante sur support (pour l'extérieur) ;

**Pantinox** : peinture pour surfaces intérieures ;

**Pantex 1300** : Peinture mate de finition adaptée aux intempéries ;

**Garnitox** : Peinture mate et décorative pour surfaces extérieures ou intérieures.

#### **12.04 Garantie des peintures et vernis**

L'expérience a permis de constater que les défauts caractéristiques (cloques, écaillages, feuillage, craquelures, modifications de la matité ou du brillant, décollement, farinage, etc.) apparaissent sur les peintures et vernis lorsqu'ils sont de mauvaise qualité ou mal exécutés dans un délai de plusieurs années.

En conséquence, le délai de garantie minimum pendant lequel l'Entrepreneur restera responsable de son travail est fixé à six (06) mois à compter de la réception provisoire.

#### **Nettoyage en cours de chantier**

L'Entrepreneur sera tenu d'entretenir le chantier afin d'éviter la poussière (balayage des sols). Au fur et à mesure de ses travaux, il procédera au nettoyage des murs pour faire disparaître les taches d'enduit ou peinture sur tous les ouvrages.

**PIECE N°6: CADRE DU BORDEREAU DES PRIX  
UNITAIRES**

## CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DES MURS DEMOLIS DE CERTAINES RESIDENCES MINISTERIELLES (MINH DU - MINT)					
<b><u>LOT 1 MUR MITOYEN MINH DU-MINT</u></b>					
N°	DESIGNATION DES OUVRAGES	Unité	Qté	Prix en lettres	Prix en chiffres
<b>LOT 100</b>	<b>TRAVAUX PRELIMINAIRES</b>				
101	Installation de chantier amené et repli de matériel	FF			
102	Amené et repli du personnel	FF			
103	Démolition de la Clôture effondrée et dépôt des gravas hors de l'emprise du Projet	FF			
	<b>SOUS-TOTAL LOT 100</b>				
<b>LOT 200</b>	<b>TRAVAUX DE TERRASSEMENTS</b>				
201	Fouilles en rigoles pour mur	m3			
202	Fouilles en puits sous semelles isolées	m3			
203	Remblais	m3			
	<b>SOUS-TOTAL LOT 200</b>				
<b>LOT 300</b>	<b>TRAVAUX DE FONDATIONS</b>				
301	Béton de Propreté dosé à 200 kg/m3 épaisseur 5 cm				
302	Béton Armé dosé à 350 kg/m3 pour semelles, amorce et chaînage bas				
303	Maçonneries d'agglomérés de 20x20x40 bourrés y compris barbacane				
<b>LOT 400</b>	<b>TRAVAUX DE MACONNERIE ET ELEVATION</b>				
401	Maçonneries d'agglomérés de 15x20x40	m²			
402	Béton Armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux et éléments en béton armé	m3			
403	Enduit sur murs	m²			
	<b>SOUS-TOTAL LOT 400</b>				
<b>LOT 500</b>	<b>TRAVAUX DE PEINTURE</b>				
501	Fourniture et application de peinture pantex 1300 sur murs de clôture (deux face) y compris toutes sujétions	m²			

<b><u>LOT 2 MINH DU-MINCOMMERCE</u></b>					
<b>N°</b>	<b>DESIGNATION DES OUVRAGES</b>	<b>Unité</b>	<b>Qté</b>	<b>PU</b>	<b>PT</b>
<b>LOT 100</b>	<b>TRAVAUX PRELIMINAIRES</b>				
101	Installation de chantier amené et repli de matériel	FF			
102	Amené et repli du personnel	FF			
103	Démolition de la Clôture effondrée et dépôt des gravas hors de l'emprise du Projet	FF			
	<b>SOUS-TOTAL LOT 100</b>				
<b>LOT 200</b>	<b>TRAVAUX DE TERRASSEMENTS</b>				
201	Fouilles en rigoles pour mur	m3			
202	Fouilles en puits sous semelles isolées	m3			
203	Remblais	m3			
	<b>SOUS-TOTAL LOT 200</b>				
<b>LOT 300</b>	<b>TRAVAUX DE FONDATIONS</b>				
301	Béton de Propreté dosé à 200 kg/m3 épaisseur 5 cm	m3			
302	Béton Armé dosé à 350 kg/m3 pour semelles, amorce et chaînage bas	m3			
303	Maçonneries d'agglomérés de 20x20x40 bourrés y compris barbacane	m²			
<b>LOT 400</b>	<b>TRAVAUX DE MACONNERIE ET ELEVATION</b>				
401	Maçonneries d'agglomérés de 15x20x40	m²			
402	Béton Armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux et éléments en béton armé	m3			
403	Enduit sur murs	m²			
	<b>SOUS-TOTAL LOT 400</b>				
<b>LOT 500</b>	<b>TRAVAUX DE PEINTURE</b>				
501	Fourniture et application de peinture pantex 1300 sur murs de clôture (deux face) y compris toutes sujétions				

**PIECE N°7: CADRE DU DEVIS QUANTITATIF ET  
ESTIMATIF**

## CADRE DU DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF

TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DES MURS DEMOLIS DE CERTAINES RESIDENCES MINISTERIELLES (MINH DU - MINTRANSPORT - MINCOMMERCE)					
<u>LOT 1 MINH DU-MINT</u>					
N°	DESIGNATION DES OUVRAGES	Unité	Qté	PU	PT
<b>LOT 100</b>	<b>TRAVAUX PRELIMINAIRES</b>				
101	Installation de chantier amené et repli de matériel	FF	1,00		
102	Amené et repli du personnel	FF	1,00		
103	Démolition de la Clôture effondrée et dépôt des gravas hors de l'emprise du Projet	FF	1,00		
	<b>SOUS-TOTAL LOT 100</b>				
<b>LOT 200</b>	<b>TRAVAUX DE TERRASSEMENTS</b>				
201	Fouilles en rigoles pour mur	m3	60,85		
202	Fouilles en puits sous semelles isolées	m3	16,36		
203	Remblais	m3	35,98		
	<b>SOUS-TOTAL LOT 200</b>				
<b>LOT 300</b>	<b>TRAVAUX DE FONDATIONS</b>				
301	Béton de Propreté dosé à 200 kg/m3 épaisseur 5 cm	m3	3,05		
302	Béton Armé dosé à 350 kg/m3 pour semelles, amorce et chaînage bas	m3	7,30		
303	Maçonneries d'agglomérés de 20x20x40 bourrés y compris barbacane	m3	112,50		
<b>LOT 400</b>	<b>TRAVAUX DE MACONNERIE ET ELEVATION</b>				
401	Maçonneries d'agglomérés de 15x20x40	m²	124,40		
402	Béton Armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux et éléments en béton armé	m3	17,50		
403	Enduit sur murs	m²	248,80		
	<b>SOUS-TOTAL LOT 400</b>				
<b>LOT 500</b>	<b>TRAVAUX DE PEINTURE</b>				
501	Fourniture et application de peinture pantex 1300 sur murs de clôture (deux face) y compris toutes sujétions	m²	248,80		
	<b>SOUS-TOTAL LOT 500</b>				
	<b>TOTAL DES TRAVAUX H.T</b>				

<b>T.V.A (19,25%)</b>	
<b>IR (2,2 / 5,5)</b>	
<b>TOTAL GENERAL DES TRAVAUX T.T.C</b>	

<b><u>LOT 2 MINH DU-MINCOMMERCE</u></b>					
<b>N°</b>	<b>DESIGNATION DES OUVRAGES</b>	<b>Unité</b>	<b>Qté</b>	<b>PU</b>	<b>PT</b>
<b>LOT 100</b>	<b>TRAVAUX PRELIMINAIRES</b>				
101	Installation de chantier amené et repli de matériel	FF	1,00		
102	Amené et repli du personnel	FF	1,00		
103	Démolition de la Clôture effondrée et dépôt des gravas hors de l'emprise du Projet	FF	1,00		
	<b>SOUS-TOTAL LOT 100</b>				
<b>LOT 200</b>	<b>TRAVAUX DE TERRASSEMENTS</b>				
201	Fouilles en rigoles pour mur	m3	52,85		
202	Fouilles en puits sous semelles isolées	m3	9,28		
203	Remblais	m3	27,89		
	<b>SOUS-TOTAL LOT 200</b>				
<b>LOT 300</b>	<b>TRAVAUX DE FONDATIONS</b>				
301	Béton de Propreté dosé à 200 kg/m3 épaisseur 5 cm	m3	3,08		
302	Béton Armé dosé à 350 kg/m3 pour semelles, amorce et chaînage bas	m3	7,85		
303	Maçonneries d'agglomérés de 20x20x40 bourrés y compris barbacane	m²	66,50		
<b>LOT 400</b>	<b>TRAVAUX DE MACONNERIE ET ELEVATION</b>				
401	Maçonneries d'agglomérés de 15x20x40	m²	115,00		
402	Béton Armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux et éléments en béton armé	m3	15,30		
403	Enduit sur murs	m²	230,00		
	<b>SOUS-TOTAL LOT 400</b>				
<b>LOT 500</b>	<b>TRAVAUX DE PEINTURE</b>				
501	Fourniture et application de peinture pantex 1300 sur murs de clôture (deux face) y compris toutes sujétions		230,00		
	<b>SOUS-TOTAL LOT 500</b>				
<b>TOTAL DES TRAVAUX H.T</b>					
<b>T.V.A (19,25%)</b>					



<i>IR (2,2 / 5,5)</i>	
<i>TOTAL GENERAL DES TRAVAUX T.T.C</i>	

## **PIECE N°8: CADRE DU SOUS DETAIL DES PRIX**

**CADRE DU SOUS-DETAIL DES PRIX**

<b><u>DESIGNATION :</u></b>				
<b>N° PRIX</b>	<b>Rendement journalier</b>	<b>Quantité totale</b>	<b>Unité</b>	<b>Durée activité</b>
<b>Main d'œuvre</b>	<b>Catégorie</b>	<b>Salaire journalier</b>	<b>jours facturés</b>	<b>Montant</b>
	<b>Total</b>			
<b>Matériel et Engins</b>	<b>Type</b>	<b>Taux journalier</b>	<b>Jours facturés</b>	<b>Montant</b>
	<b>Total</b>			
<b>Matériaux et Divers</b>	<b>Type</b>	<b>Prix unitaire</b>	<b>Consommation</b>	<b>Montant</b>
	<b>Total</b>			
<b>D</b>	<b>TOTAL COUT DIRECTS</b>		<b>A + B + C</b>	
<b>E</b>	<b>Frais Généraux de chantier</b>		<b>%</b>	
<b>F</b>	<b>Frais Généraux de siège</b>		<b>%</b>	
<b>G</b>	<b>Coût de revient</b>		<b>D + E + F</b>	
<b>H</b>	<b>Risques + Bénéfices</b>		<b>%</b>	
<b>P</b>	<b>Prix de Vente Total Hors Taxes</b>		<b>G+H</b>	
<b>V</b>	<b>Prix de Vente Unitaire Hors Taxes</b>		<b>P/Qté</b>	

## **PIECE N°9: MODELES DE PIECES**

## Annexe N° 1 : Modèle de soumission

Je, soussigné ..... [Indiquer le nom et la qualité du signataire]

représentant la société, l'entreprise ou le groupement (8)..... dont le siège social est à..... inscrite au registre du commerce de ..... sous le N° .....

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou mentionnées dans le dossier de consultation pour les **travaux de reconstruction des murs démolis de certaines résidences ministérielles (MINH DU - MINT )**, - Me soumetts et m'engage à exécuter les travaux conformément audit dossier de consultation, moyennant les prix que j'ai établi moi-même sur la base des bordereaux de prix unitaires et des quantités, lesquels prix font ressortir le montant de l'offre à-..... [En chiffres et en lettres] francs Cfa Hors TVA, et à..... Francs CFA Toutes Taxes Comprises. [En chiffres et en lettres]

- M'engage à exécuter les travaux dans un délai de ..... mois

- M'engage en outre à maintenir mon offre dans le délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de remise des offres.

Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants :

.....  
.....

L'Administration se libérera des sommes dues par elle au titre du présent marché en faisant donner crédit au compte N° ..... ouvert au nom de ..... auprès de la banque..... Agence de .....

Avant signature du marché, la présente soumission acceptée par vous vaudra engagement entre nous.

Fait à..... le .....

Signature de .....en qualité de .....dûment autorisé à signer les soumissions pour et au nom de(9) .....

(8)Supprimer la mention inutile

(9)Annexer la lettre de pouvoirs

## Annexe N° 2 : Modèle de cautionnement définitif

Banque :

Référence de la Caution : N° .....

Adressée à Le Ministre des Domaines et des Affaires Foncières –Yaoundé- Cameroun, ci-dessous désigné « l'Autorité Contractante »

Attendu que ..... [Nom et adresse du Cocontractant], ci-dessous désigné « le Cocontractant », s'est engagé, en exécution du marché désigné « le marché », à réaliser les **travaux de reconstruction des murs démolis de certaines résidences ministérielles (MINHDU - MINT ) en procédure d'urgence.**

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que le Cocontractant remettra à l'Autorité Contractante un cautionnement définitif, d'un montant égal à 3% du montant de la tranche du marché correspondante, comme garantie de l'exécution de ses obligations de bonne fin conformément aux conditions du marché, Attendu que nous avons convenu de donner au Cocontractant ce cautionnement,

Nous, ..... [Nom et adresse de banque],

Représentée par ..... [Noms des signataires],

ci-dessous désignée « la banque », nous engageons à payer à l'Autorité Contractante, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le Cocontractant n'a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre du marché, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu'à concurrence de la somme de ..... [En chiffres et en lettres].

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

Le présent cautionnement définitif entre en vigueur dès sa signature et dès notification au Cocontractant, par l'Autorité Contractante, de l'approbation du marché. Elle sera libérée dans un délai de indiquer le délai] à compter de la date de réception provisoire des travaux.

Après cette date, la caution deviendra sans objet et devra nous être retournée sans demande expresse de notre part.

Toute demande de paiement formulée par l'Autorité Contractante au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

à.....le.....

[Signature de la banque]

### Annexe N° 3 : Modèle de caution de retenue de garantie

Banque : .....

Référence de la Caution : N° .....

Adressée au Ministre des Domaines et des Affaires Foncières –Yaoundé- Cameroun Ci-dessous désigné « l'Autorité Contractante »

Attendu que..... [Nom et adresse du Cocontractant],

Ci-dessous désigné « le Cocontractant », s'est engagé, en exécution du marché, à exécuter les **travaux de reconstruction des murs démolis de certaines résidences ministérielles (MINHDU – MINT), en procédure d'urgence.**

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que la retenue de garantie fixée à 10 % du montant du marché peut être remplacée par une caution solidaire,

Attendu que nous avons convenu de donner au Cocontractant cette caution,

Nous, ..... [Nom et adresse de banque], représentée par ..... [Noms des signataires], et ci-dessous désignée « la banque »,

Dès lors, nous affirmons par les présentes que nous nous portons garants et responsables à l'égard de l'Autorité Contractante, au nom du Cocontractant, pour un montant maximum de .....

[En chiffres et en lettres], correspondant à 5% du montant du marché<sup>(10)</sup>

Et nous nous engageons à payer à l'Autorité Contractante, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le Cocontractant n'a pas satisfait à ses engagements contractuels ou qu'il se trouve débiteur de l'Autorité Contractante au titre du marché modifiée le cas échéant par ses avenants, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute (s) somme (s) dans les limites du montant égal à [pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant cumulé des travaux figurant dans le décompte définitif, sans que l'Autorité Contractante ait à prouver ou à donner les raisons ni le motif de sa demande du montant de la somme indiquée ci-dessus.

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu de la présente garantie et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

La présente garantie entre en vigueur dès sa signature. Elle sera libérée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception définitive des travaux, et sur mainlevée délivrée par l'Autorité Contractante. Toute demande de paiement formulée par l'Autorité Contractante au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

à.....le .....

[Signature de la banque]

(10) Cas où la caution est établie une fois au démarrage des travaux et couvre la totalité de la garantie, soit 5% du marché.

## **PIECE N°10 : MODELE DE MARCHE**



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

*Paix – Travail – Patrie*

MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE  
ET DES AFFAIRES FONCIERES

REPUBLIC OF CAMEROON

*Peace – Work – Fatherland*

MINISTRY OF STATE PROPERTY, SURVEYS  
AND LAND TENURE

## APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°-----/AONO/MINDCAF/CIPM/2020 DU ----- 2020

Les travaux de reconstruction des murs démolis de certaines résidences ministérielles (MINH DU - MINT).

TITULAIRE DE LA LETTRE COMMANDE :

B.P : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_ Fax : \_\_\_\_\_

N° Contribuable : \_\_\_\_\_

OBJET DE LA LETTRE COMMANDE :

Travaux de reconstruction des murs démolis  
de certaines résidences ministérielles  
(MINH DU - MINT) en procédure d'urgence.

LIEU D'EXECUTION :

MONTANTS EN FCFA

TTC :

HTVA :

TVA (19,25%) :

IR (2,2%) :

Net à mandater :

DELAI D'EXECUTION :

SOUSCRIT, LE \_\_\_\_\_

SIGNE, LE \_\_\_\_\_

NOTIFIE, LE \_\_\_\_\_

ENREGISTRE, LE \_\_\_\_\_

**ENTRE :**

**L'ETAT DU CAMEROUN, REPRESENTÉ PAR LE MINISTRE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES, CI-APRES DENOMMEE :**

**« L'AUTORITE CONTRACTANTE »**

**D'UNE PART,**

**ET**

**L'ENTREPRISE**

**BP : ----- A \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_ Fax : \_\_\_\_\_**

**N°RC :**

**N° CONTRIBUABLE :**

**Représentée par son Directeur, Monsieur \_\_\_\_\_**

**Dénommée ci-après « LE COCONTRACTANT »**

**D'AUTRE PART,**

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIVRA :**

Page \_\_\_\_ et dernière de la Lettre Commande N° \_\_\_\_ /LC/MINDCAF/CMPM/20120  
du \_\_\_\_

Avec \_\_\_\_\_

Les travaux de reconstruction des murs démolis de certaines résidences ministérielles (MINHDU - MINT) en procédure d'urgence.

Montant du marché : *[A rappeler en Francs CFA, toutes taxes comprises en chiffres et en lettres]*

Délai de livraison : \_\_\_\_ (\_\_\_\_) mois

**Lu et accepté par le Cocontractant**

*Yaoundé, le .....*

**Signé par l'Autorité Contractante**

*Yaoundé, le .....*

**Enregistrement**

**PIECE N° 11 : LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET  
ORGANISMES FINANCIERS AUTORISES A EMETTRE DES CAUTIONS  
DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS**

1.	AFRILAND FIRST BANK (AFB) ;
2.	BANQUE ATLANTIQUE CAMEROUN (BACM) ;
3.	BANQUE CAMEROUNAISE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (BC-PME) ;
4.	BANQUE GABONAISE POUR LE FINANCEMENT INTERNATIONAL (BGFIBANK)
5.	BANQUE INTERNATIONALE DU CAMEROUN POUR L'EPARGNE ET LE CREDIT (BICEC) ;
6.	BANK OF AFRICA CAREMOUN (BOA CAMEROUN);
7.	CITIBANK CAMEROON (CITIGROUP);
8.	COMMERCIAL BANK OF CAMEROON (CBC) ;
9.	ECOBANK CAMEROUN (EBC) ;
10.	NATIONAL FINANCIAL CREDIT BANK (NFC BANK) ;
11.	SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUES-CAMEROUN (SCB-CAMEROUN) ;
12.	SOCIETE GENERALE CAMEROUN (SGC) ;
13.	STANDARD CHARTERED BANK CAMEROON (SCBC) ;
14.	UNION BANK OF CAMEROON PLC (UBC) ;
15.	UNITED BANK FOR AFRICA (UBA) ;
16.	ACTIVA ASSURANCES S.A ;
17.	AREA ASSURANCES S.A ;
18.	ATLANTIQUE ASSURANCES S.A ;
19.	BENEFICIAL GENERAL INSURANCE S.A ;
20.	CHANAS ASSURANCES S.A ;
21.	CPA S.A ;
22.	NSIA ASSURANCES S.A ;
23.	PRO ASSUR S.A ;
24.	SAAR S.A ;
25.	SAHAM ASSURANCES ;
26.	ZENITH INSURANCE S.A.

27	CCA-BANK
----	----------

**PIECE N°12 : ANNEXE : GRILLE DE NOTATION**

## ANNEXE : GRILLE DE NOTATION VALABLE POUR CHAQUE LOT

N°	CRITERES ESSENTIELS	NOTATION		OBSERVATIONS
		OUI	NON	
1	<b>La capacité financière du soumissionnaire</b>			
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le chiffre d'affaires (bilan ou pièces comptables certifiés par un expert-comptable ou un cabinet d'experts comptables) moyen d'au moins 10 millions au cours des deux (02) dernières années (2018, 2019)</li> </ul>			
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Surface financière d'un montant supérieur ou égal à 10 millions produite par un établissement bancaire ou un organisme financier dont le nom figure dans la pièce 11 du présent DAO</li> </ul>			
2	<b>Les références de l'entreprise dans le domaine</b>			
	Produire au moins une référence d'un montant moyen TTC supérieur ou égal à 5 millions de Fcfa dans le domaine des travaux de construction bâtiments datant des 02 dernières années (2018, 2019)			
	Produire au moins une référence d'un montant moyen TTC supérieur ou égal à 5 millions de Fcfa dans le domaine des travaux de réhabilitation des bâtiments datant des 02 dernières années (2018, 2019)			
<b>N.B : Joindre la 1<sup>ère</sup> et la dernière page des contrats, ainsi que les procès-verbaux de réception correspondants</b>				
3	<b>Le personnel d'encadrement</b>			
	<u>Le Conducteur des travaux</u> Ingénieur des Travaux de Génie Civil(BAC+3)			
	Copie certifié conforme du diplôme			
	CV signé et daté			
	Une attestation de disponibilité			
	Expérience professionnelle d'au moins trois (03) ans dans le domaine des travaux en Génie Civil			
	Déclaration de disponibilité signée et datée			
	<u>Le Chef chantier</u> un technicien supérieur en Génie Civil (BAC+2)			
	Copie certifié conforme du diplôme			
	CV signé et daté			
	Une attestation de disponibilité			
	Expérience professionnelle d'au moins trois (03) ans dans le domaine des travaux en Génie Civil			
	Déclaration de disponibilité signée et datée			



4	<b>Matériel technique essentiel</b> (carte grise, certificats de vente, ou tout document attestant de la propriété du matériel)			
	1 pick-up			
	bétonnière			
	matériel de maçonnerie			
5	<b>Méthodologie et planning</b>			
	Existence d'une coordination de chantier			
	Planning conforme au délai proposé			
	Meures d'hygiène et de sécurité du chantier			